

*l'Anti*capitaliste

n°238 | 17 avril 2014 — 1,20€ l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



**Pour envoyer Valls' er
ce gouvernement**

ON CONTINUE!

PHOTO: PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOUGATTE

Dossier

**Engager le combat
contre leur Europe
de l'austérité**

Pages 6 et 7



ÉDITO

**Ukraine: imposer des
droits sociaux et nationaux**
Page 2

PREMIER PLAN

**Rwanda: l'État, le déni
et la triche** Page 2

ACTU POLITIQUE

12 avril: comment continuer?
Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Grèce: «ouvrons les portes de cette
prison qu'est devenue l'Europe de
l'austérité»** Page 12





Par CATHERINE SAMARY

Ukraine: imposer des droits sociaux et nationaux

La seule réponse possible aux risques séparatistes est aujourd'hui de renforcer la confiance populaire dans une Ukraine démocratique et à l'écoute de toutes ses populations. La répression des occupations actuelles, qualifiées de « terroristes », aurait le même effet que les lois votées le 16 janvier dernier par le Parlement ukrainien sous pression de Ianoukovitch (puis retirées) : l'indignation des populations locales.

La demande de référendum suscite la crainte de répétition du scénario vécu en Crimée. Mais l'adhésion des populations de l'Est de l'Ukraine à l'indépendance du pays est beaucoup plus importante qu'en Crimée. Le séparatisme n'est pas (encore) fatal. Il faut s'emparer d'une possible sortie négociée de la crise, mais en l'appuyant sur une vraie consultation populaire : pas des questions piégées et sans débat, ni une constitution rédigée à Moscou – comme celle de Bosnie qui à l'époque fut rédigée à Dayton – ou seulement à Kiev.

D'un point de vue démocratique, la remise en cause de la Constitution présidentielle établie par Ianoukovitch pourrait être soutenue par tout le pays et consolidée par un processus constituant. Cela mettrait ainsi fin à tous les discours sur les prétendus « putschs fascistes » et « anti-russe », ainsi qu'aux actes réels qui ont crédibilisé ces discours de propagandes. Dans un cadre ukrainien unifié, la diversité des histoires, des langues et des liens pourrait alors être reconnue, consolidant l'appartenance à un même État. Les rapports entre régions et avec les pays voisins au plan économique et politique doivent aussi être mis à plat.

Mais il faut refuser un « fédéralisme » des droits sociaux. Les mesures socio-économiques imposées par le FMI, l'injustice sociale et les paradis fiscaux pour les oligarques, concernent bien tout le pays. Et c'est toute la population qui risque d'être affectée par une nouvelle « guerre de l'énergie ». Mais le risque d'éclatement peut venir de l'espoir pour certaines régions que la Russie distribue le gaz à tarifs réduits, cela afin de déstabiliser Kiev, comme l'Union européenne le faisait en son temps en Serbie pour tenter d'isoler Milosevic... Contre toutes les formes de dictats, militaires ou économiques, la défense des droits sociaux et nationaux est la seule chance de l'Ukraine, et cela, seule la population peut l'imposer.

À la Une

On continue!

Valls, c'est Ayrault... en pire! Mais il y a aujourd'hui une différence de taille. Pendant des mois, face à Ayrault, les manifestations de la droite la plus réactionnaire ont occupé la rue alors que, contre Valls, la première mobilisation d'ampleur est une manifestation de l'opposition de gauche.

Toujours plus loin... à droite!

On croyait avoir touché le fond libéral avec les vœux de Hollande, mais Valls, dont on n'attendait pourtant rien de bon, réussit à faire plus fort, plus vite, plus à droite! Sans surprise, il ne retire rien au plan d'austérité de cinquante milliards. Le gouvernement Valls accélère et amplifie les cadeaux faits aux entreprises. Aux trente milliards d'euros d'allègements fiscaux et sociaux déjà promis, via le prolongement du crédit d'impôt compétitivité (CICE), et aux dix milliards d'allègement de cotisations patronales, il ajoute généreusement au moins six milliards de baisses et suppressions d'impôts sur les entreprises. Il approfondit et encourage la baisse des salaires. En supprimant toutes les cotisations sociales qui devraient être payées par les patrons pour les salariéEs au Smic, en les réduisant encore jusqu'à 1,6 Smic, en supprimant l'essentiel des cotisations famille pour la quasi totalité des salaires, il s'en prend farouchement au salaire socialisé. Il construit une véritable machine à fabriquer des travailleurs – et plus encore des travailleuses – pauvres, et en plus il arnaque les salariéEs en faisant passer la baisse des cotisations salariales pour une augmentation de salaire. Il aggrave ainsi la destruction de la protection sociale. Non content de poursuivre l'exécution des plans de mise à mort de la Sécu, il reprend à son compte le dénigrement des cotisations sociales.

Enfin dans la rue!

Le personnage politique martial et libéral décomplexé de l'ex-ministre de l'Intérieur, les résultats des municipales et l'effet d'accumulation des mesures prises par le

PS depuis deux ans, ont créé une situation nouvelle.

Lors des élections municipales, le gouvernement a été massivement rejeté mais c'est la droite qui rafle la mise et l'extrême droite qui gagne du terrain. À l'Assemblée

nationale, malgré les coups de menton de députés socialistes et Verts, Valls obtient largement le vote de confiance. Une conclusion s'impose : c'est dans la rue que ça doit se passer, par la mobilisation, par le rapport de forces.

L'opposition de gauche se construit

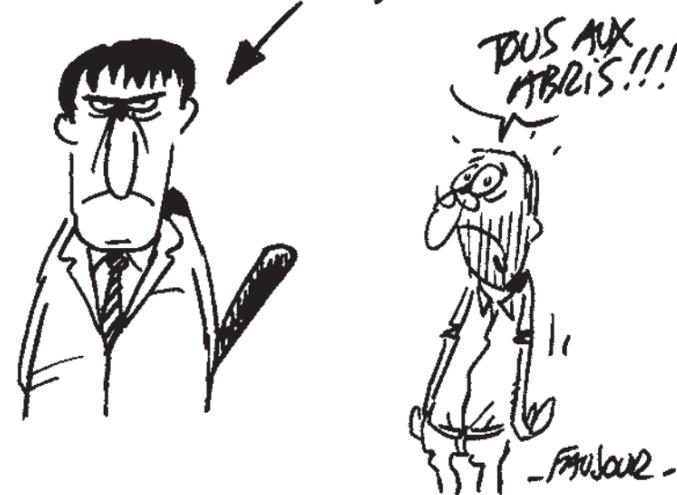
La proposition d'un jour de révolte de gauche, faite par le NPA début février, a d'abord reçu l'assentiment du Parti de gauche, puis de l'ensemble du Front de gauche. Devenue unitaire, elle a pu se construire comme une perspective commune à des secteurs militants associatifs, syndicaux, en lutte... qui s'en sont emparés. Dans le mouvement syndical, en particulier dans la CGT, elle a suscité un débat salutaire sur la stratégie face au gouvernement. La manifestation de samedi était donc une première étape prometteuse, mais encore limitée, sans doute faute de temps, à des militantEs des forces politiques à la gauche de la majorité gouvernementale, du mouvement social et syndical. Certains secteurs mobilisés étaient présents – intermittents, étudiants, postiers, sans-papiers, Sanofi... – mais en nombre encore trop limité.

Le succès donne envie de continuer. Le travail reste à faire pour construire ensemble, dans l'unité, dans les villes, les quartiers, les entreprises et les lieux d'étude, la convergence des luttes capable de donner voix et visibilité à la révolte, capable d'être au rendez-vous pour combattre le Pacte de responsabilité.

Le succès donne aussi une responsabilité aux forces politiques qui se situent en opposition à ce gouvernement : celle de se rassembler, y compris au moment des élections européennes. C'est le sens de la lettre que nous avons adressée à Lutte ouvrière et aux organisations du Front de gauche. Ce n'est qu'un début...

Christine Poupin

LE CHANGEMENT C'EST MAINTENANT ET C'EST ÇA!



Non seulement ce gouvernement n'est pas le notre, mais ce système ne nous représente pas, ne représente pas les 99 %, celles et ceux qui font les frais des politiques d'austérité. Cette prise de conscience a sans doute été un facteur important du succès de la manifestation du samedi 12 avril. Les dizaines de milliers de manifestantEs étaient contents et fiers d'être enfin dans la rue, ensemble!

RWANDA

L'État, le déni et la triche

Vingt ans après, la polémique sur les responsabilités de l'État français dans le génocide au Rwanda ne désarme pas. Du côté de l'accusation, des témoignages précis, graves et concordants. De l'autre, la langue de bois la plus abrupte...

Monté en première ligne, notre nouveau Premier ministre déclare sans ambages, à l'occasion du débat de politique générale à l'Assemblée : « Je n'accepte pas les accusations injustes, indignes, qui pourraient laisser penser que la France ait pu être complice d'un génocide au Rwanda, alors que son honneur c'est toujours de séparer les belligérants ». Ben voyons! Il « n'accepte pas ».

« Honneur » et continuité Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de cohabitation au moment des faits, appelle François Hollande « à défendre sans ambiguïté l'honneur de la France, l'honneur de son Armée, l'honneur de ses diplomates ». Ce mot, « honneur », revient ainsi en une inlassable litanie, comme s'il suffisait à couper court à tout questionnement, à réfuter tous les témoignages.

C'est aussi celui qu'on retrouve dans un récent message aux armées du ministre de la Défense, qui retournant l'histoire comme un gant, explique que « l'honneur de la France et de ses armées », est d'avoir réagi « en étant la première... à reconnaître dans ces tueries un génocide et à réclamer un sursaut de la communauté internationale » et « en incarnant elle-même ce sursaut ». Cela pour mieux boucler la boucle par une conclusion

sans appel, marque de la cohérence de la politique française : « L'armée qui est courageusement intervenue il y a vingt ans, c'est celle-là même qui a délivré le peuple malien de la violence terroriste, et qui s'engage aujourd'hui, aux côtés des Africains, et notamment de soldats rwandais, pour prévenir une nouvelle tragédie en Centrafrique ». Continuité à tous les étages! Voilà qui est faire bon marché des responsabilités de

la France, à trois niveaux au moins : par les choix effectués dans les années qui ont précédé le génocide; au moment direct des troupes françaises au côté des génocidaires; au cours des années qui ont suivi, par l'occultation délibérée et obstinée de la vérité qui perdure encore aujourd'hui.

Les faits sont têtus

La France est intervenue, de façon particulièrement active

BIEN DIT

Hollande nous offre « l'Europe, l'Europe, l'Europe! ». Chez Hollande, l'Europe n'est jamais celle des peuples, de la culture ou de la solidarité. C'est l'Europe des élites, des possédants, des marchés et des entreprises. Il ne reculera pas, n'en démordra pas : l'Europe des dominants est son unique projet.

PHILIPPE MARLIÈRE, professeur de sciences politiques, blog Mediapart, mercredi 9 avril 2014.

Un monde à changer

MARCHÉ. Le Premier ministre grec Antonis Samaras a déclaré le 10 avril dernier : «*La confiance à l'égard de notre pays a été confirmée par le plus objectif de tous les juges : le marché*». Il s'agissait de célébrer le fait que le gouvernement grec a pu à nouveau emprunter sur les marchés financiers. Que des financiers acceptent de prêter à la Grèce, c'est leur affaire : d'ailleurs, ils revendront leurs titres dès que le vent semblera commencer à tourner, c'est-à-dire dès que le peuple grec semblera assez fort pour mettre fin aux ravages des politiques actuelles. Mais la formule de Samaras va au-delà de la Grèce : «*le plus objectif de tous les juges : le marché*». Or ce juge prétendument objectif, il est facile de se rendre compte qu'il n'y a que l'argent qui l'intéresse : le marché ne sélectionne pas en fonction des besoins réels mais de la demande solvable, c'est-à-dire de la demande de ceux qui peuvent payer le prix jugé nécessaire pour les profits. Pas besoin d'être un grand économiste pour se rendre

compte que des logements invendus peuvent coexister avec des milliers de mal-logés, ou bien que, d'une façon plus générale, une «surproduction» de tel ou tel bien peut correspondre à des millions de gens qui en sont privés. De même, des salariéEs peuvent se défoncer en faisant trop d'heures tandis que d'autres sont au chômage. C'est le marché qui juge si quelqu'un est renvoyé au banc des inutiles. Il sélectionne aussi les besoins : il y a ainsi des maladies rentables, celles dont sont atteintes les populations des pays riches, et des maladies de pauvres. Ces derniers peuvent attendre... Reste donc à remplacer le marché par un autre juge : une planification construite sur la base d'une délibération démocratique pour décider des besoins à satisfaire en priorité. Le marché n'y jouerait plus qu'un rôle subordonné. Pour cela, il faudra renvoyer les Samaras et autres aux poubelles de l'histoire.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Un rendez-vous à ne pas manquer

Les élections européennes du 25 mai vont prendre une signification particulière dans le contexte de crise politique ouverte depuis les élections municipales...

Le gouvernement Valls y joue son avenir. Ces élections prennent aussi une signification importante du fait de la crise chronique que connaît l'Union européenne, maillon faible des puissances capitalistes. Elles seront pour tous les courants politiques l'occasion de se définir sur la question de l'Europe, question qui est au centre du débat politique. Il est indispensable que le NPA y prenne toute sa place. Le premier constat, malheureusement sans surprise, est que probablement le FN sera le deuxième, voire le premier parti de ce pays. Lui et l'UMP réalisent dans les sondages autour de 22-23% des voix. Le PS devrait résister autour de 20% mais rien ne dit qu'il ne connaisse pas une nouvelle dégringolade qui remette en cause la crédibilité du gouvernement Valls. L'abstention risque d'être importante : elle touchera en premier lieu les milieux populaires écœurés

par le PS, alors que la droite et l'extrême droite ont bien plus de raisons de mobiliser leur électorat dans la lutte pour le pouvoir. Et le PS sera la première victime du rejet des politiques d'austérité que Sarkozy et Hollande ont mis en route et qu'il applique. Nous n'avons pas les moyens d'agir sur ces tendances de fond. Elles s'inscrivent dans l'évolution des rapports de forces politique qui s'organisent autour d'une politique de classe agressive menée par l'État et le patronat contre les travailleurs et les classes populaires, cela au moment où se dissipent les dernières illusions à l'égard de la gauche de droite ou de la droite de gauche...

Une rupture internationaliste

Dans ce contexte, la présence du NPA est essentielle. D'abord pour que s'affirme un courant politique au sein du mouvement ouvrier qui porte une perspective



PHOTO THÈQUE ROUGE / ALICE D

internationaliste, contre toutes les formes de nationalisme et de souverainisme, contre le FN qui rêve d'enfermer les travailleurs dans la prison des frontières. Un courant politique qui ne joue pas les ambiguïtés, comme le fait le Front de gauche avec ses listes «Romp et refonder l'Europe». La lettre que le NPA a envoyé la semaine dernière aux partis du Front de gauche et à Lutte ouvrière ne demande nullement des places

sur une liste. Elle veut porter un débat après la déroute du PS aux municipales, face à la crise politique qu'elle ouvre avec la montée du FN : oui il y a besoin d'une politique pour changer le rapport de forces, mais cette politique ne peut être la recherche d'une alliance avec EÉLV ou la gauche du PS pour constituer une nouvelle majorité parlementaire. Elle ne peut pas être non plus de rompre et de refonder l'UE : celle-ci n'est pas réformable, et reste un instrument entre les mains des banques et des multinationales.

Il faut tout changer pour en finir avec les politiques d'austérité et du chômage, annuler la dette, construire un monopole public bancaire pour en finir avec la dictature de la finance, appeler les peuples à se fédérer pour jeter les bases d'une Europe des travailleurs et des peuples. Défendre ce programme, ouvrir une perspective en rupture avec les partis de la règle d'or de l'austérité et leurs institutions, l'enraciner dans les mobilisations, est la seule façon de sortir du recul politique et de barrer la route au FN.

Yvan Lemaître

dès 1990, en tant qu'alliée sans faille du Président hutu Habyarimana sous l'égide, notamment, du socialiste Hubert Védrine, alors secrétaire général de l'Élysée. La politique de la Françafrique consiste alors à prendre le contre-pied de celle du colonisateur belge qui s'appuyait sur une «élite» tutsi minoritaire. Le pouvoir ayant changé de mains, il s'agit de rectifier le tir en se rangeant activement et sans réserve au côté de la majorité hutue pour s'inscrire pleinement dans le jeu des rivalités des grandes puissances et établir solidement la position de la France. Dans ces conditions, dès que le régime en place se sent menacé par les troupes tutsies du FPR, la France décide d'intervenir militairement : c'est, en 1990, l'opération Noroît, présentée comme

«temporaire» comme il se doit... et qui durera jusqu'en 1993. Quand à l'opération «Turquoise» de 1994, celle-ci s'annoncera comme une opération humanitaire, uniquement destinée à «mettre fin aux massacres partout où cela sera possible, éventuellement en utilisant la force.»

La responsabilité française classée «secret défense»

C'est autour des tenants et aboutissants de cette dernière que la polémique est la plus vive. De la responsabilité dans les massacres à la participation directe de certains membres des forces armées en passant par la complicité qu'induirait la formation des milices hutues, il y a place pour nombre de thèses qui s'affrontent encore. Il n'est pas possible ici de les lister

et de les mettre en regard. En 1998, une mission d'information parlementaire sous la présidence Paul Quilès produira un rapport de 1800 pages, au fil desquelles elle sera conduite à reconnaître rien moins, par exemple, que la «sous-estimation du caractère autoritaire, ethnique et raciste du régime rwandais»... dont la France assurait la protection et formait les milices. Pourtant, le président de la mission s'évertue à la dédouaner en indiquant en préambule de la présentation de ce document : «*Ce sont bien des Rwandais qui, pendant plusieurs semaines, ont tué d'autres Rwandais dans les conditions que l'on sait. Au moment où il se produit, la France, n'est nullement impliquée dans ce déchaînement de violence*».

Nous en sommes toujours là. Qu'il est beau se targuer d'avoir obtenu, dans le cadre de la mission d'information, la déclassification de 7500 documents, il reste que la levée du «secret défense»

sur nombre de documents est toujours refusée. On peut gager que ce ne sont pas les moins intéressants. Mais une fois de plus, «l'État comprime et la loi triche»!

François Brun

Le 20 juillet 1994. DR



Le chiffre

2,65

C'est le chiffre par lequel va être multiplié le salaire de Poutine, qui va ainsi passer à 16 300 euros par mois. Ce serait un «rattrapage»...

Gageons que les salariéEs et retraitéEs russes aimeraient aussi un tel «rattrapage».



Agenda

Jeudi 1^{er} mai, fête du NPA 67, Strasbourg. À partir de 12h, buvette, grillade, repas... dans la salle et le jardin de l'Ares (10 rue d'Ankara, esplanade Strasbourg).

Samedi 3 mai, fête du NPA 75, Paris. À partir de 13h, débats, film, expos, buvette, repas, spectacle pour enfants, concert... Salle Olympe-de-Gouges (15 rue Merlin, Paris 11^e).

24-27 août, 6^e Université d'été du NPA, Port Leucate. Accueil à partir du samedi 23 août à 14h, et départ le jeudi 28 août après le petit déjeuner.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

D'autres aventures m'attendent au service de notre pays.

PIERRE MOSCOVICI, sur BFM TV le jeudi 3 avril 2014. Il ne risque pas d'aller à Pôle emploi : Hollande lui a promis qu'il serait commissaire européen (24 374 euros bruts par mois dont 3 100 d'indemnité de résidence).

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

VOTE DE CONFIANCE

La leçon de choses



Hollande-Emmanueli: l'oreille gauche est bouchée... DR

Par 302 voix, Manuel Valls a obtenu la confiance de l'Assemblée nationale mardi 8 avril. Contrairement à Ayrault, il n'a pas fait le plein des voix dans la majorité et plus largement à gauche... Mais nous sommes loin de la rupture!

Le discours de politique générale du nouveau Premier ministre ne laisse place à aucun doute: c'est bien la même politique qui sera menée. Une politique soumise aux exigences du patronat avec comme fil rouge la baisse des cotisations patronales, des milliards de cadeaux fiscaux et le Pacte de responsabilité cher au Medef. Et pourtant à gauche, mis à part les députés du Front de gauche qui ont tous voté contre, il n'y a eu aucun vote contre cette politique qui aggravera encore plus la vie de la majorité d'entre nous.

Beaucoup de bruit pour rien

Avant le vote de confiance, la pression était à son comble. Beaucoup de députés socialistes, dont la figure historique Emmanueli, avaient menacé de ne pas voter la confiance si le nouveau gouvernement ne changeait pas de politique. On avait la même musique chez les écologistes qui auraient dû s'abstenir au vu du résultat de leur conseil fédéral (83% en faveur de l'abstention parlementaire).

Mais cette « crise de confiance » a fait pschiiit puisque seulement onze députés socialistes, essentiellement issus de la dite « aile gauche », se sont abstenus, ainsi que six députés EÉLV (sur 17!), les autres ayant donné quitus à Valls. Au vu des déclarations médiatiques d'Emmanuelle Cosse affirmant sur tous les tons que son mouvement fait bien partie de la majorité présidentielle, cela n'a rien de surprenant. Pas plus dans la rue qu'au Parlement, EÉLV ne veut entendre parler d'une opposition de gauche.

S'opposer clairement

Depuis plusieurs semaines, le Front de gauche et en particulier le Parti de gauche fait les yeux doux à la gauche du Parti socialiste et à Europe écologie les Verts pour construire une « nouvelle majorité » à gauche. Même le regroupement Ensemble le propose: « La crise politique qui s'amplifie impose d'ouvrir sérieusement les discussions entre le Front de gauche, EÉLV et les gauches du PS, pour créer les conditions d'une majorité de gauche alternative... ». Comment créer demain une « alternative » avec ceux et celles qui s'abstiennent aujourd'hui? Sans parler de celles et ceux qui au sein de la gauche du PS ou d'EÉLV ont voté la confiance à Valls!

Il n'est pas possible de combattre les politiques d'austérité, la course à la compétitivité, la baisse du coût du travail, la casse de la Sécurité sociale sans s'affirmer clairement comme une opposition au gouvernement et donc au minimum voter contre la confiance. Ne pas choisir aboutit à une confusion, car cela laisserait entendre qu'il serait possible de changer de cap dans le cadre de la majorité actuelle.

La question d'une alternative politique ne se posera que si nous sommes capables, tous ensemble, de mettre en échec les projets du patronat et du gouvernement. Cela veut dire préparer les mobilisations nécessaires contre le Pacte de responsabilité. C'est tout l'enjeu des semaines à venir, et c'est cela qui sera le véritable vote de censure de ce gouvernement. **Sandra Demarcq**

12 AVRIL

Comment continuer?

Venus de tout le pays, des dizaines de milliers de manifestantEs ont déferlé sur la place de la République à Paris ce samedi 12 avril pour exprimer leur révolte contre le gouvernement et particulièrement contre Valls qui symbolise l'amplification de sa politique pro-patronale. Un succès qui appelle des suites...

Derrière un carré de tête fourmi où se retrouvaient des représentants des 200 personnalités et des 80 organisations appelant à la marche, se côtoyaient une foule de manifestantEs venus en famille ou entre amiEs et les cortèges structurés et colorés des associations, syndicats et partis, des intermittents, postiers, étudiants, des sans-papiers, des mal-logés: toutes et tous unis dans un même combat. Amenés par plus d'une centaine de cars, venus en train ou en voiture, toutes les régions étaient représentées. Plusieurs milliers de manifestantEs ont aussi défilé à Marseille, à Perpignan et en Avignon. Des centaines de pancartes, d'affiches, de slogans, de banderoles exprimaient souvent avec une imagination fertile, la colère des manifestantEs, leur rejet d'une politique d'austérité et discriminatoire toujours plus agressive. Et le nouveau Premier ministre fut sans conteste la cible préférée tant il représente par son social-libéralisme autoritaire assumé ce que le mouvement social déteste. L'autocollant du NPA « envoyons Valls à ce gouvernement PS-Medef » fut d'ailleurs largement distribué et porté.

Unité et mobilisation

Le succès de cette initiative a été sa capacité à fédérer, derrière le mot d'ordre « Maintenant ça suffit! Marchons contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses », des partis politiques,



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

des structures syndicales, des associations et des personnalités que les rapports compliqués et parfois conflictuels entre partis et syndicats avaient jusqu'à maintenant contenu dans leur champs d'action spécifiques. Si les débats traversant les syndicats et les associations sur leur rapport au politique sont loin d'être dépassés, la préservation d'un cadre unitaire de ce type demeure une des conditions pour inverser le rapport de forces en faveur de notre camp social.

L'autre est la volonté de pousser à la mobilisation, à la convergence des luttes, contre un gouvernement PS-Medef dont les actes nourrissent la désespérance sociale dont se repaît le FN. L'aspiration à l'unité est forte et la satisfaction d'être ensemble, gauche

sociale et politique mêlée, dans un même mouvement, redonne confiance dans les capacités à combattre. D'ailleurs, cette initiative a permis un début de convergence de secteurs en bagarre quand les intermittentEs, les postierEs du 92 en grève depuis 73 jours et des étudiantEs se sont retrouvés dans un cortège commun et ont ensuite occupé un immeuble désaffecté.

De tels regroupements pour l'action peuvent se construire localement sur de nombreux terrains et travailler à se coordonner nationalement. La multiplication des lieux de débats et d'actions, radicales et unitaires, dessine les contours d'une opposition de gauche cherchant à unifier, à bâtir un projet alternatif de société en s'appuyant sur les mobilisations.

Quels lendemains?

« Une marche qui ne restera pas sans lendemain » proclamait l'appel à la marche du 12 avril. Les organisations et personnalités ont donc maintenant une triple responsabilité après ce premier succès. D'abord être convaincu de la nécessité de poursuivre ensemble un processus qui concourt à reconstruire des solidarités militantes pour s'opposer concrètement aux effets de la politique du patronat et du gouvernement à son service. Ensuite surmonter les obstacles de stratégies diverses, notamment électorales. Malgré les élections européennes de fin mai qui vont occuper les partis politiques, il est possible d'exprimer ensemble le rejet des politiques d'austérité, d'encourager et de participer à toutes les mobilisations à commencer par le 1^{er} Mai où, l'opposition au Pacte de responsabilité, qui préfigure le démantèlement de la Sécurité sociale, doit être un élément central. Enfin, donner une nouvelle perspective de journée d'action commune en juin en s'appuyant sur les collectifs locaux mis en place dans les régions pour la préparation du 12, avec la volonté de faire monter d'un cran la dynamique de mobilisation et la compréhension que le mouvement social ne pourra pas faire l'économie de l'affrontement avec ce gouvernement.

Côme Pierron

FN Mains brunes sur les villes

Il n'aura pas fallu attendre bien longtemps pour avoir un aperçu de ce que pouvait signifier une gestion municipale dirigée par le Front national. À la tête de 14 villes de plus de 9 000 habitants, les édiles d'extrême droite et leurs 1 625 conseillers municipaux vont pouvoir donner toute la mesure de leurs « talents »...

Ainsi, à Hénil-Beaumont, Steeve Briois, secrétaire général du F Haine, élu maire dès le premier tour, n'aura pas attendu plus d'une semaine pour expulser la Ligue des droits de l'homme de son local, et lui couper toute subvention. Cette décision honteuse n'est pas une maladresse, elle n'est que la mise en application de la politique municipale frontiste énoncée par Marine Le Pen: « mettre les associations au pied du mur ». Et c'est en toute logique que cette doctrine est déclinée à Hénil-Beaumont. Selon Briois, « la LDH est une organisation politisée. Dès l'instant où elle s'immisce dans la vie municipale avec des à priori, on coupe les liens. (...) La fin des dépenses inutiles et onéreuses, c'est maintenant ».

Le nouveau maire de Mantes-la-Ville a déjà annoncé qu'il comptait bien « faire d'une pierre deux coups » en suivant l'exemple d'Hénil-Beaumont. Il entend déclarer la LDH non grata, après avoir battu la candidate de la gauche par ailleurs responsable nationale de l'association. À Fréjus, la municipalité frontiste fait stopper la construction d'une mosquée

et entend organiser un référendum local... À Hayange, elle s'apprête à prendre un « arrêté anti-mendicité » et à interdire la consommation d'alcool sur la voie publique. À Béziers, au nom de la « laïcité », l'ancien président de Reporters « sans frontières » (sic) a annoncé qu'il n'y aurait plus de « repas halal servis dans les écoles ». Cette annonce, ouvertement islamophobe, n'aura heureusement aucun effet, puisque toutes les cantines scolaires de France proposent des repas de substitution aux enfants qui ne consomment pas de porc.

Des vitrines municipales... à briser!

Pour révoltantes qu'elles puissent paraître, toutes ces mesures ne constituent pas une surprise: elles figuraient en toutes lettres dans le « Guide pratique de l'élu FN » édité par le parti avant les élections municipales. Y figure notamment la consigne aux futurs éluEs du « vote contre toutes les subventions aux syndicats locaux, aux associations tournées vers l'international, communautaristes ou politisées dont la Licra le MRAP ou SOS Racisme... »



Marine Le Pen et Steeve Briois, sourires camassiers. DR

Dans sa stratégie de conquête du pouvoir, le FN compte bien faire des municipalités qu'il gère désormais une vitrine de la société qu'il nous prépare: retour de l'ordre moral, exclusion, haine des étrangers, nationalisme exacerbé, culte du chef, anti-syndicalisme... Certes, il ne dispose pour cela que de 14 villes et peine encore à trouver des équipes locales implantées sur tout le territoire. Il s'agit aussi pour lui de faire aujourd'hui oublier les gestions calamiteuses du passé et les scandales financiers et affairant. Marine Le Pen nous a promis des « gestions irréprochables »... Gageons que la direction du parti veillera attentivement d'ici 2017 à ne pas voir ses élus pris en flagrants délits, comme ce le fût par le passé.

Loin de céder au découragement, les antifascistes et les progressistes doivent prendre très au sérieux le travail d'opposition au Front national, tant au plan national qu'à l'échelle locale. Nous surveillerons à la loupe toutes les mesures prises par les édiles d'extrême droite et organiserons partout des mobilisations pour nous y opposer, dans l'unité la plus large et par tous les moyens nécessaires. C'est le sens du travail qu'entend mener le NPA au sein des organisations pour qui l'heure de la contre-offensive a sonné... En particulier, les prochaines assises de la Coordination nationale contre l'extrême droite (CONEX) en seront un moment privilégié. **Alain Pojolat**

MALI ET CENTRAFRIQUE

Impasses françafricaines

Les chauds partisans de l'interventionnisme militaire français en Afrique qui sévissaient dans nos médias se font désormais bien plus discrets. On les comprend au vue de la situation qui règne tant au Mali qu'en Centrafrique.



Un soldat français en Centrafrique le 7 avril 2014. DR

Deux ans après le lancement de Serval en janvier 2013, la situation au Mali se détériore. Les récentes attaques de roquettes contre les villes du Nord, notamment Gao et surtout Kidal, démontrent que les djihadistes ont réussi à ouvrir un couloir entre le sud de la Libye et le nord du Mali permettant le transport d'armes et d'hommes. Cette situation d'insécurité empêche toujours le fonctionnement normal des services publics, notamment l'école et la santé. Les négociations entre le gouvernement malien et les Touarègues

ne s'engagent pas réellement, et la multiplicité des médiateurs, Burkina-Faso, Algérie, Maroc et... Suisse, ne facilitent pas les choses. De plus, le gouvernement malien d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) a plusieurs fois déclaré son mécontentement vis-à-vis des pressions de la France pour la conclusion rapide d'un accord de paix avec le MNLA touarègue. La position d'IBK se fragilise : déception de la population qui voit ses conditions de vie se détériorer, népotisme du clan IBK, corruption avec l'affaire révélée par le journal *le Monde* des liens entre IBK et la mafia corse françafricaine

ne sont certainement pas étrangers au remaniement ministériel qui a eu lieu ces derniers jours.

L'irresponsabilité de la puissance française

La Centrafrique reste toujours confrontée à la pire crise qu'elle ait connue dans son histoire, l'irresponsabilité de la France dans le soutien des pires dictateurs a fait de ce pays un État failli, bien avant la désastreuse prise de pouvoir de la Seleka. Les affrontements entre populations, exacerbés par les factions de la classe dominante, se déroulent dans une région où

les dictatures sévissent. Tous ces pouvoirs sont soutenus par la France et rendent illusoire une solution démocratique en Centrafrique. La récente démission du Tchad de la Misca, la force de l'Union africaine, suite au rapport de Rupert Colville sur la tuerie provoquée par les soldats tchadiens qui a fait une trentaine de morts, accentue ces difficultés.

À cette crise sécuritaire où sévissent les milices armées, une autre crise se profile moins médiatique mais certainement plus coûteuse en vies humaines, celle de la pénurie alimentaire provoquée par la disparition des circuits de ravitaillement, l'absence de semences et la destruction des troupeaux, la fuite des bergers essentiellement Peuls, victimes des anti-Balaka parce qu'assimilés aux musulmans.

Diplomatie économique

L'annonce de la venue de 11 800 casques bleus par les Nations unies en septembre risque fort d'activer les conflits, chaque milice en présence voulant renforcer son rapport de forces militaire sur le terrain.

Au Mali, suite à la décision concernant l'aide au développement économique du pays, des prêts ont été consentis que les populations devront rembourser aux banques. Dans ce cadre, les entreprises françaises se voient confier dans un accord de gré à gré d'importants travaux pour le nord du Mali d'une valeur de plus de 37 millions d'euros, et ce ne serait qu'un début.

La diplomatie économique revendiquée par le nouveau gouvernement de Hollande et de Valls est déjà à l'œuvre, vérifiant la nouvelle formule de l'adage : « le malheur des peuples fait le bonheur des multinationales »...

Paul Martial



Le monde en bref

Turquie L'ultime succès d'Erdogan ?

Avec 44% des voix, l'AKP (le parti du Premier ministre turc Recep Erdogan) a largement remporté les élections locales du 30 mars dernier. Certes, des soupçons de fraude pèsent sur le résultat de certaines élections, notamment à Ankara, mais ils ne sont pas de nature à en remettre en cause le résultat global. Pourtant, la situation reste instable : chaque jour apporte son lot d'informations sur les pratiques affairistes du clan autour d'Erdogan, et mi-mars, une mobilisation considérable a eu lieu lors des obsèques de Berkin Elvan mort suite à la répression policière. L'AKP a réussi à remobiliser son électorat pluri-classiste et religieux et il reste fort des faiblesses de ses adversaires. Ses principaux concurrents électoraux, le CHP (parti républicain du peuple, étatiste-nationaliste) et le MHP (ultra-nationaliste) ne sont en effet guère ragoutants pour les classes populaires et ceux qui se sont mobilisés autour du parc Gezi en 2013. Seul tranche le parti kurde HDP (allié localement à certaines formations de gauche), mais son impact est surtout fort dans les zones kurdes. Mais cette victoire électorale de l'AKP ne résout pas les contradictions internes du parti au pouvoir qui attise le manque de confiance des milieux financiers, étrangers et pour une part turcs. Erdogan est fragilisé et pourrait voir apparaître des concurrents dans son propre camp. Par ailleurs, le mouvement populaire né autour du parc Gezi, même s'il n'a pas construit d'alternative politique, rebondira certainement.

Guadeloupe Ruddy Alexis acquitté !

Tombé vendredi 11 avril dans la nuit, c'est le verdict du procès en appel de Ruddy Alexis. Et pourtant tout avait été fait pour obtenir sa condamnation. Alors qu'il avait déjà été acquitté en première instance au tribunal de Basse-Terre, le Parquet avait fait appel et demandé la délocalisation du procès à Paris. L'objectif très clair : déstabiliser la défense de Ruddy. C'est l'accusé qui devait payer son déplacement à Paris et son hébergement, comme ceux de ses avocats, de ses témoins. Deux témoins de la défense seulement ont pu faire le voyage.

L'avocat général, le juge Courroye, a eu beau mimer le tireur, accuser Ruddy de Rambo, l'inconsistance de l'accusation qui a causé son échec une première fois s'est révélée cette fois encore. Ce résultat condamne de façon spectaculaire le dépaysement du procès en appel. La protestation a été générale en Guadeloupe contre cette insulte colonialiste. Mais, en dehors de *Marianne*, pas une ligne dans la presse métropolitaine de droite comme de gauche ! Reste maintenant l'essentiel : qui a tué Jacques Bino, le syndicaliste du LKP lors des événements de 2009 ? La police s'est précipitée sur Ruddy Alexis, pressées de trouver un coupable du LKP pour discréditer celui-ci. L'enquête sérieuse reste à faire.

Grèce Conférence internationale antifasciste

Du 11 au 13 avril s'est tenue à Athènes la première conférence internationale de coordination des mouvements antifascistes. À l'origine de cette initiative : des organisations, membres des deux grandes coalitions de la gauche radicale grecque : Antarsya et Syriza, et des mouvements libertaires. Divisée en ateliers thématiques, cette conférence a réuni une trentaine d'organisations, venues d'une vingtaine de pays, et environ un millier de participants grecs, venus essentiellement d'Athènes et du Pirée. Elle s'est achevée par un meeting où notre camarade Alain Krivine était invité à prendre la parole pour le NPA au coté notamment du député irlandais Joe Higgins. Une coordination a été mise sur pied et décision a été prise d'organiser deux jours de manifestations en Europe les 8 et 9 novembre (date de la « Nuit de cristal » des Nazis en 1938). Une prochaine rencontre est prévue au printemps 2015.

ARGENTINE Grève générale réussie

Les principales villes du pays étaient désertes jeudi 10 avril. C'était certainement la journée de grève la plus suivie depuis 2001 et la chute du gouvernement De la Rúa.



DR

À l'appel des trois centrales syndicales se situant dans l'opposition au gouvernement (les 2 CGT et la CTA oppositionalistes), la grève a entraîné l'arrêt total des transports, de nombre de services et d'une partie de l'industrie, contre le plan d'austérité du gouvernement et ses concessions au grand capital et à l'impérialisme.

Mais les directions syndicales à l'origine de cet appel voulaient une grève contrôlée et passive. C'est là que le rôle de l'extrême gauche et du syndicalisme combattif a été essentiel. Dans plusieurs coins du pays, une quarantaine de piquets de grève ont été mis en place contre l'avis des dirigeants syndicaux qui n'ont pas hésité à s'en démarquer, de même que des secteurs de l'opposition bourgeoise qui dénonçaient le fait que « la grève ait été gravement entachée par les

piquets ». Ces piquets ont bloqué l'accès à toutes les grandes villes telles que Buenos Aires, Cordoba, Rosario et Mendoza et même des routes internationales.

Convergence des secteurs combattifs

Sur l'autoroute « Panaméricaine », qui traverse toute la banlieue nord de la capitale et longe la plus grande concentration industrielle du pays, un bon millier d'ouvriers et de militants d'extrême gauche ont réussi à installer le piquet dès l'aube, et

cela malgré le fort dispositif policier préparé pour les empêcher à coups de jets d'eau et de tirs de flashball. Pendant plus d'une semaine, dans de nombreuses usines de la zone, et à l'image de ce qui s'est passé dans d'autres régions, des militants d'extrême gauche ont été le plus souvent à l'origine des assemblés générales et des réunions de coordination qui ont préparé le 10 avril. C'est ainsi que même là où le syndicat n'appelait pas à la grève, l'adhésion a pu être massive, avec l'arrêt total de grosses usines de

l'agro-alimentaire (Kraft Foods et PepsiCo), de l'automobile (Ford, Volkswagen, Lear), des pneus (Fate), de l'industrie graphique (Donneley et Printpack)... Certaines sections syndicales enseignantes, qui sortaient tout juste d'une grève nationale de 17 jours qui a arraché des concessions au gouvernement, ont elles aussi adhéré à la grève.

Le rôle de la gauche révolutionnaire

La répression a contribué à une forte médiatisation de la participation de l'extrême gauche, qui par son implantation dans un nombre important d'entreprises et syndicats de boîte a joué un rôle majeur dans le succès de la grève et des piquets, dans lesquels ont été présents également les députés du FIT (Frente de izquierda y de los trabajadores). Ce rôle est décisif pour concrétiser la perspective d'une suite en mai, avec cette fois-ci une grève de 36 heures avec manifestation nationale. En tout cas, il est clair que les bons scores du FIT en octobre dernier sont loin d'être un phénomène purement électoral. Une recomposition lente mais durable du mouvement ouvrier argentin est en cours et la gauche révolutionnaire y participe fortement.

Daniela Cobet, Marcelo N. et Virginia de la Siega

Engager le combat contre leur Europe de l'austérité



A quelques semaines des élections européennes, **l'Anticapitaliste** fait un premier tour d'Europe en présentant la situation sociale et politique de quatre pays. Pression des politiques d'austérité mises en œuvre par la gauche et la droite, montée de l'extrême droite, résistances et gauche radicale...

ALLEMAGNE Quelle alternative à la « Grande coalition » ?

Sous la chancelière Angela Merkel, la « Grande coalition » – chrétiens-conservateurs de la CDU/CSU et SPD social-démocrate – gouverne en continuité avec l'ancien gouvernement de la CDU/CSU et du FDP libéral...

Avec le FDP et L'AdF (populiste de droite) échouant de justesse à la barrière des 5% aux dernières élections fédérales, à quoi s'ajoutent les scores des petits partis à faible base électorale, presque 15% des voix ne sont pas représentées au Bundestag, le parlement fédéral. L'orientation politique générale, par ailleurs partagée aussi par les Verts, se traduisait déjà dans une grande coalition de fait avant l'arrivée au pouvoir de cette « Grande coalition » : le frein à l'endettement devenu constitutionnel ; la discipline de fer pour les budgets publics ; les cadeaux aux banques, aux grands trusts et aux riches ; la politique des « mémorandums » octroyée aux populations des pays économiquement les plus faibles de l'Union européenne, pays appauvris systématiquement par une politique d'austérité brutale comme en Grèce ; une politique recherchant à éviter le conflit direct avec les directions syndicales.

Divisions sociales

C'est la division sociale profonde et la prospérité relative du capitalisme allemand qui, jusqu'à nouvel ordre, a permis d'éviter des mobilisations de masse contre cette politique néolibérale. Pourtant, un enfant sur sept vit en Allemagne sous le seuil de la pauvreté. Un grand nombre de



SPD et CDU main dans la main. DR

salariés sont en situation précaire. Un grand nombre de pensionnés, surtout des femmes, ne peuvent pas vivre de leurs pensions. Mais une grande partie du salariat, à la remorque des performances exportatrices de l'économie allemande, se sent plutôt du côté des gagnants, en comparaison de tant d'autres au sein de l'UE, et reste donc passif. C'est seulement par branches qu'il y a des luttes, plus ou moins routinières, comme actuellement celle du syndicat des services Ver.di qui fait des grèves d'avertissement pour obtenir 100 euros pour toutes et tous et une augmentation salariale de 3,5%.

Promesses électorales

Mais qu'en est-il des promesses électorales du SPD, intégrées en partie dans les accords

gouvernementaux de la « Grande coalition » ? Il s'agit de concessions sociales très limitées qui profitent à certaines parties du salariat. Prenons l'exemple du « salaire minimum » de 8,50 euros qui vient d'être concrétisé par le gouvernement. Tout d'abord, ces 8,50 euros sont loin de prévenir les salariés concernés de la pauvreté. Deuxièmement, ce salaire minimum ne viendra qu'en 2017, à peu près 4 millions de personnes pourront alors en profiter, mais ces 8,50 euros n'auront plus la même valeur qu'aujourd'hui en matière de pouvoir d'achat. Enfin, il y a beaucoup d'exceptions : les sans-emploi de longue durée qui pourront être payés moins les premiers six mois de leur premier emploi (quitte à se faire licencier avant), les jeunes de moins de 18 ans sans formation professionnelle, une partie des stagiaires...

Die Linke en perte de radicalité

En matière de politique extérieure, l'Allemagne se profile de plus en plus comme un acteur y compris militaire au sein des alliances de l'Ouest. Seul le parti Die Linke (La gauche) – maintenant premier parti d'opposition au Bundestag avec un peu plus de députés que les Verts – se prononce contre la participation de la Bundeswehr aux interventions guerrières et contre la politique au service du grand capital. Mais à l'occasion de son congrès de préparation des élections européennes, Die Linke a « expurgé » de son programme électoral la caractérisation de l'UE comme « néolibérale, militariste et largement non-démocratique ». Très clairement, la direction et la majorité du congrès voulaient signaler au SPD et aux Verts qu'ils sont suffisamment « responsables » pour pouvoir s'imposer comme partenaire junior d'une coalition du SPD et des Verts au niveau fédéral (ils gouvernent déjà ensemble au niveau régional dans le Brandebourg). En pleine négociation pour la « Grande coalition » avec la CDU/CSU, la direction du SPD avait signalé qu'elle n'exclurait plus une telle possibilité, si Die Linke était prêt à accepter les « nécessités » de la politique internationale...
De Berlin, Manuel Kellner (ISL, Gauche socialiste internationale)

ITALIE « Nouveau gouvernement nouvelles attaques »

Depuis plusieurs semaines, l'Italie a un nouveau gouvernement. Matteo Renzi, le secrétaire du Parti Démocratique (PD), qui dirige une large coalition composée, en plus du PD, de bourgeois du centre (SC et UDC) et un parti de droite (N...

Ce gouvernement est soutenu aussi de fait par Forza Italia, le parti de Berlusconi qui a réalisé un accord fait sur mesure avec Renzi pour exclure de la représentation parlementaire les forces de gauche. La principale opposition parlementaire est représentée par le Mouvement cinq étoiles de Beppe Grillo, une force interclassiste qui mène surtout bataille contre les privilèges de la « caste politique », avec des objectifs programmatiques changeants et contradictoires.

Renzi, la continuité

Renzi met en place une nouvelle phase de la politique d'austérité, après celles qui ont été développées depuis 2001, dont le bilan a été trois millions de chômeurs, un taux de chômage chez les jeunes de 40%, neuf millions de pauvres, un million de personnes qui accèdent difficilement aux services de santé, et le démantèlement progressif de l'État social, des services publics et du vieux système des retraites. Le programme du gouvernement constitue un nouvel approfondissement de la politique d'austérité,

soutenu par les médias et opposant un secteur social à un autre, tout en faisant des promesses ambiguës ou fausses. Renzi se présente comme celui qui veut modifier les choix de l'Union européenne, alors qu'il accepte totalement les politiques d'austérité, le pacte fiscal et le chantage de la dette. L'action du gouvernement se caractérise par une nouvelle libéralisation complète du marché du travail et par une attaque sans précédent contre les dépenses et les services publics. Résultat : des dizaines de milliers de licenciements, de nouvelles réductions fiscales importantes pour les patrons, combinées avec quelques promesses de baisse des impôts, y compris pour les travailleurs, un programme de privatisations des entreprises publiques et la vente de biens de l'État pour « payer la dette ». Par contre, aucun plan pour l'emploi ! La situation est encore plus difficile pour la classe ouvrière parce que les trois grands syndicats ont signé un accord avec la Confindustria (le Medef italien) qui prévoit la subordination totale aux choix des entrepreneurs,

ÉTAT ESPAGNOL Un nouvel outil ?

La dynamique, ouverte par le cycle de luttes commencé au début de la crise et surtout par le mouvement des Indignés (15M), a engendré un nouvel espace politique plein de contradictions.

D'un côté, la participation aux mobilisations de millions de personnes n'a pas abouti, à de rares exceptions près, à des succès significatifs. Cela a conduit une grande partie de la classe ouvrière à regarder du côté de la gauche réformiste (Izquierda unida) comme seule alternative pour se défendre, sans possibilité de transformer réellement la situation, dans un fort état d'esprit défensif. De plus, IU mise sur la participation à des gouvernements avec le PSOE (Parti socialiste).

Nouveaux espaces de mobilisation

Les mobilisations révèlent aussi la fragmentation du monde du travail et son divorce avec les organisations traditionnelles. Ainsi, la puissante



Pablo Iglesias de Podemos. DR

mobilisation du 22M (le 22 mars dernier) est la première d'une telle ampleur en marge des syndicats majoritaires. Même l'importante progression électorale de IU se fait sans accroissement du nombre de ses adhérents.

C'est dans ce contexte tumultueux et dynamique que la Conférence de Izquierda anticapitalista a majoritairement décidé de se lancer dans un processus de construction d'outils électoraux pour que la gauche révolutionnaire puisse enfin se lier à ce nouvel espace politique. Pour cela, nous assumons de passer des accords avec des courants

non strictement révolutionnaires, mais à la politique antilibérale conséquente et en rupture avec le système institutionnel issu de la réforme du franquisme (ce que nous appelons ici le Régime de 1978).

Podemos : « nous pouvons »

Cela fait trois mois que nous avons lancé un nouvel outil pour les élections européennes appelé Podemos. Très bien accueilli dans les secteurs non organisés proches de la gauche, ses réunions publiques ont été massives, avec plus d'un millier de personnes dans plusieurs villes. Cette initiative a engendré

de l'espoir et encouragé l'envie de changer enfin les choses.

Podemos est le résultat de l'accord entre IA et un collectif politique appelé La Tuerka («L'Ekrou»). Né il y a quelques années, c'est un tout petit collectif mais à l'appareil de communication très puissant. Sa figure de proue est le jeune enseignant Pablo Iglesias, très populaire par ses débats à la télé. Les caractéristiques de ce collectif seraient, d'une part, celles d'une gauche réformatrice traditionnelle quant à la conception de l'État ou de la gouvernance, ce qui a provoqué le premier affrontement avec nous lorsqu'il a rejeté le Manifeste d'origine rédigé par IA, qui refusait clairement les diminutions de budgets quel que soit le gouvernement. D'autre part, le positionnement d'Iglesias et de ce collectif peut être qualifié de populiste de gauche, par sa volonté de rassembler des secteurs mécontents, de façon contradictoire, autour d'un discours quelque peu vide, non relié à la lutte des classes, Iglesias se plaçant au-dessus de toutes les revendications.

Divergences et perspectives

Pour IA, au contraire, la campagne doit servir à élever le niveau de conscience et à orienter les luttes et les tâches de l'heure pour gagner, dans une dynamique ayant au moins un potentiel anticapitaliste. Il ne suffit pas de dire que nous voulons vaincre, nous devons offrir une alternative pour le faire. Une autre divergence importante concerne la culture politique. La Tuerka met plus en avant la communication, se référant au linguiste Lakoff (comme le Parti Démocrate américain) que la construction de rapports de forces réels à travers la lutte et l'organisation. C'est pourquoi Podemos fonctionne plus de façon informelle autour d'un leadership charismatique, qu'avec des structures démocratiques et une représentation formelle.

Mais IA a décidé d'entrer dans ces «eaux troubles», et nous avons réussi à rassembler 3000 militants actifs et motivés pour débloquent la situation politique, autour d'une orientation combative. C'est ce qui nous a permis d'obtenir la deuxième place sur la liste européenne pour notre camarade Teresa Rodriguez (juste derrière Pablo Iglesias) lors des primaires (avec 8000 voix). Nous avons soulevé de l'espoir et à présent, il faut le transformer patiemment en changement politique. Nous verrons après les Européennes la portée de cette initiative.

De Cadix, Jésus Rodriguez (Izquierda anticapitalista)
Traduit par Monica Casanova



Matteo Renzi : « l'austérité, c'est comme ça ! » DR

u » t, ques

ernement présidé par
parti social-libéral
de deux petits partis
(CD).

la casse des conventions nationales et un système répressif de sanctions pour les syndicats, les délégués syndicaux et les travailleurs qui voudraient engager de vraies initiatives de lutte contre les patrons.

Jusqu'à présent, il y a eu de nombreuses luttes dans des entreprises différentes pour la défense de l'emploi ou des luttes locales pour la défense de l'environnement ou des services publics, mais il n'y a eu aucun mouvement unitaire et global.

Pour une Europe anticapitaliste et internationaliste

C'est dans ce cadre que pour les élections européennes, à l'initiative de quelques intellectuels, il y a eu une tentative de mettre en place une liste rassemblant les forces de la gauche (actuellement en grande difficulté et très affaiblie) avec des représentants des mouvements sociaux, écologistes et démocratiques, exprimant le refus de l'actuelle politique économique européenne et opposée aux replis nationalistes.

La liste s'appelle : «L'autre Europe avec Tsipras», avec l'intervention

de Tsipras, dirigeant de Syriza, et en référence aux luttes menées en Grèce par les travailleurs et travailleuses. Elle présente beaucoup d'ambiguïtés et de contradictions parce qu'elle brasse des positions diverses. Certaines (dont Rifondazione Comunista, ainsi qu'une partie des intellectuels) avancent un programme néokeynesien assez radical contre les politiques européennes d'austérité. D'autres sont clairement modérées, comme celles du Parti de Vendola (SEL) qui depuis toujours cherche un accord avec le PD, ainsi que celles d'une autre partie des intellectuels qui pensent pouvoir utiliser la liste pour construire un rapport de forces plus favorable avec les social-libéraux. Globalement, ce qui émerge est une proposition de réforme de l'actuelle Union européenne.

Malgré ces limites évidentes et les fortes ambiguïtés politiques, la liste apparaît, au milieu du désert politique italien, comme une position alternative de gauche et en tant que telle est considérée comme utilisable par des secteurs de travailleurs et de militants qui animent différents

mouvements de résistance sociale. Dans ce cadre, Sinistra Anticapitalista a estimé que les conditions politiques et programmatiques permettant sa participation n'étaient pas réunies, mais a décidé de donner une consigne de vote pour les candidats de cette liste qui expriment des positions anticapitalistes et ont dirigé des luttes significatives.

Notre organisation est en train de développer sa propre campagne politique pour les élections européennes, avec une orientation anticapitaliste et internationaliste, contre les politiques d'austérité, contre l'Europe du pacte fiscal, pour l'unité des luttes des travailleurs, pour l'opposition au gouvernement Renzi. La campagne a déjà eu une première initiative nationale à Rome dimanche 13 avril, un meeting avec la participation de camarades français, grecs et de l'état espagnol, et bien sûr avec des représentantEs et des militantEs des luttes sociales en Italie.

De Rome, Franco Turigliatto (Sinistra anticapitalista)
Traduit par Ross Harrold

HONGRIE La réaction s'étend

Dimanche 6 avril, les élections législatives hongroises ont vu la victoire de la droite et une percée sans précédent de l'extrême droite. Les jours sombres continuent à l'ombre de l'Union européenne.



L'extrême droite dans la rue. DR

Les élections étaient «libres», dans la mesure où le secret du vote n'a pas été violé, «mais non équitables», ceci en raison de l'instrumentalisation des médias publics au profit quasi exclusif du parti au pouvoir ou encore du charcutage des circonscriptions ; sans même parler de l'administration, mise au service d'intérêts partisans de ceux qui gouvernent... C'est à ce constat qu'a abouti une enquête de l'OSCE concernant les dernières élections législatives.

Celles-ci ont abouti à une majorité des deux tiers du Parlement pour le seul Fidesz, le parti de droite du Premier ministre Viktor Orban, au pouvoir depuis 2010. Cette majorité écrasante en sièges a été obtenue avec un nombre inférieur de voix pour le Fidesz, comparé aux années 2002 et 2006... où ce même parti avait perdu les élections ! Avec 44,5% des suffrages obtenus par ce parti, ce dernier reste la première force politique, mais connaît une baisse : il y a quatre ans, il avait encore obtenu 52,7%.

Lors de la précédente mandature, il avait déjà eu une majorité des deux tiers, ce qui lui avait permis de faire passer 850 textes de loi sans aucun débat parlementaire... Récemment, le nombre de sièges au Parlement a été réduit de moitié (à 199) et celui des circonscriptions de 176 à 106, tout en les redécoupant sur mesure de façon à diluer le vote pour le centre-gauche, et avoir une majorité de droite. Néanmoins, le Parti populaire européen, la fédération des partis de la droite conservatrice et chrétienne-démocrate de l'Union européenne, s'est bruyamment félicité du résultat de cette élection. Dans un communiqué, le PPE s'est félicité de «la façon impressionnante dont Viktor Orban a su gagner à nouveau la confiance» de ces concitoyens... La droite européenne a même ajouté qu'ainsi «le parti d'extrême droite Jobbik n'a aucune chance de mettre en œuvre ses idées extrémistes». Rien n'est moins sûr.

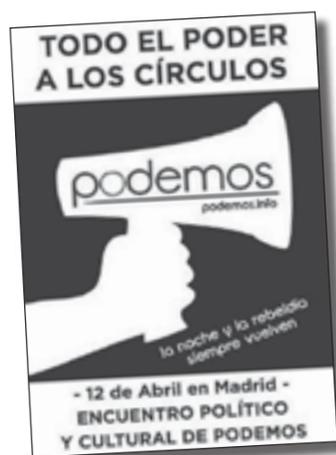
Lourdes menaces

Le Jobbik progresse considérablement en voix, passant de 17% il y a quatre ans, à 20,66%, ce qui fait de lui l'un des partis d'extrême droite les plus influents du continent. Et non seulement, certaines nominations du pouvoir, par exemple à la tête du Nouveau Théâtre de Budapest en 2011, profitent délibérément au parti fasciste. Mais aussi et surtout, le Fidesz et le Jobbik défendent souvent les mêmes idées et votent parfois les mêmes textes de loi. Ainsi en novembre 2013, les deux partis ont communément adopté un texte qui supprime toute limitation de durée de la détention provisoire en Hongrie...

A la fin de la semaine dernière, un nouveau scandale a éclaté, avec l'inauguration d'un monument commémorant la Hongrie de 1944... présenté uniquement comme un pays occupé, et passant sous un silence absolu le rôle actif de la police et des milices hongroises dans la déportation de 450 000 juifs. Certes, le Jobbik va plus loin. Le 9 février, il a commémoré, comme tous les ans, l'offensive commune (prétendument héroïque) des forces de la Hongrie fasciste de l'amiral Horthy et de l'Allemagne nazie pour briser l'encerclement par l'Armée rouge de l'URSS. Les 5 et 19 novembre 2013, des militants du Jobbik ont aussi inauguré deux statues à la gloire de l'amiral Horthy, dans une église puis sur une place publique.

Dans cette situation, avec 25,73%, la coalition du centre et de la gauche reste vaincue et mal organisée. Il pèse sur elle un double héritage qui la discrédite aux yeux de nombreux et nombreuses HongroisEs : le poids du stalinisme, puis celui de la politique néolibérale des gouvernements sociaux-démocrates des vingt dernières années.

Bertold du Ryon



JOUÉ-LÈS-TOURS (37)

Manipulation autour de la « théorie du genre »

Le 28 mars dernier, une vidéo mise en ligne sur le site de Farida Belghoul, proche d'Alain Soral, accuse l'enseignante d'une école d'un quartier populaire de Joué-lès-Tours d'avoir organisé des attouchements entre des enfants de sa classe, cela dans le cadre de l'enseignement de la supposée « théorie du genre ».



Cette rumeur affole opportunément des parents quelques jours avant une nouvelle « journée de retrait de l'école ». Ce sont donc plusieurs dizaines de parents qui se retrouvent le vendredi 28 mars au soir devant l'école. On est alors en pleine campagne pour le second tour des municipales. Au même moment, un tract portant le logo de la campagne du candidat UMP fait circuler l'idée que la « théorie du genre » était enseignée dans cette école. Ce tract appelle à faire gagner la droite pour mettre fin à cet enseignement... Pour ce qui est de faire gagner la droite, c'est chose faite, puisque le dimanche soir, le candidat UMP l'emporte de 206 voix d'avances. Cette victoire de l'UMP a également été rendue possible par un très bon report des électeurs du Front national, malgré une triangulaire!

La campagne réactionnaire

Le nouveau maire nie être impliqué dans la diffusion de ce tract, mais un autre document, daté du 14 mars et portant sa signature, accuse le maire PS de soutenir la diffusion de la « théorie du genre ». Quant à lui, il assure que « En tant que (futur) maire de Joué-lès-Tours je serai toujours un soutien pour les collectifs et les associations qui se battent contre ce genre de théories et autres abominations ». Les propos ont le mérite d'être clairs. Pour rappel, ce nouveau maire, Augis, était déjà signataire de la « charte manif pour tous ».

Cette affaire est bien la preuve que l'offensive réactionnaire se poursuit. En Indre-et-Loire, elle a trouvé un militant de choix : le nouveau maire de la deuxième ville du département!

Pour dénoncer ce lynchage organisé d'une enseignante et la manipulation qui est derrière, à l'appel de Solidaires (l'enseignante mise en cause étant membre de Sud éducation) et de la FCPE, c'est plus de 200 personnes qui se sont retrouvées devant l'inspection académique. Une bonne nouvelle, même si on ne peut que regretter que l'ensemble des organisations syndicales n'aient pas soutenu ce premier appel. Des plaintes ont été déposées par l'enseignante et sa hiérarchie, et une réunion est prévue pour envisager les suites à donner.

Correspondant

SAINT-DENIS (93)

C'est l'extrême droite qu'il faut retirer!

Une conférence régionale organisée par le collectif « jour de retrait de l'école » (JRE) s'est tenue dimanche 13 avril à Saint-Denis.

Elle ne devait pas se dérouler sans riposte...

Les intervenants annoncés étaient Farida Belghoul, proche d'Alain Soral (du groupe fascisant Égalité et Réconciliation), et Jean-Pierre Dickès, président de l'association catholique des infirmières et médecins, proche de Civitas, qui a réussi le challenge d'être refusé par le FN car trop extrémiste...

À la faveur du départ collectif pour la Marche du 12 avril, les organisations composant le Collectif dyonisien contre le

FN et l'extrême droite (NPA, Ensemble, PCF, PS...), mais aussi l'AL, la CGA et Solidaires, ont convenu qu'une réponse était nécessaire.

Ne pas laisser dire, ne pas laisser faire

Nous nous sommes donc retrouvés le lendemain à une quarantaine de militantEs. Nous avons distribué un tract expliquant les dangers et les mensonges de JRE, afin de montrer les proximités

politiques de ce groupe avec l'extrême droite nationaliste et intégriste, et de dénoncer la confusion que ce groupe fait régner chez certainsEs.

Au final, nous avons croisé une trentaine de personnes venues pour cette conférence, ce qui est plutôt un échec vu qu'elle avait été également relayée par le centre culturel Tawid qui voit passer des centaines de personnes chaque semaine. Nous avons essayé de « discuter » avec ceux ou

celles avec qui c'était possible. Des organisateurs ont tenté provocations et intimidation, mais nous avons pu collectivement imposer notre présence et reprendre la rue.

Ce type d'événement démontre la course de vitesse qui s'engage contre les forces d'extrême droite. Cela questionne aussi nos modes d'intervention, et comment nous pouvons convaincre ceux et celles qui se sentent attirés par les discours nauséabonds et réactionnaires. Nous devons placer la question de l'égalité au cœur de nos luttes, et montrer que la division de sexe, d'orientation sexuelle, sert les intérêts des possédants, que ceux qui jouent ce jeu trompent le camp des exploitésEs.

Julien

Toujours plus pour les patrons...

Mais pour montrer sa capacité d'écoute des revendications patronales, le nouveau Premier ministre gonfle encore un peu la facture. Divers impôts sur les entreprises seront progressivement supprimés (1 milliard d'euros en moins dès 2015) et le taux de l'impôt sur les sociétés sera abaissé à partir de 2017.

Comme il faut enrober ces cadeaux, il y aura quelques miettes pour les salariéEs (Hollande avait annoncé un « pacte de solidarité »). Dès le 1^{er} janvier 2015, les cotisations sociales des salariés seront ainsi diminuées pour les salaires au niveau du Smic, afin de procurer 500 euros par an de salaire net supplémentaire. Ce gain sera dégressif entre le Smic et 1,3 fois le Smic. Mais il s'agit de miettes empoisonnées : baisser les cotisations salariées, c'est augmenter le pouvoir d'achat

au détriment des ressources de la sécurité sociale (et donc des droits sociaux). C'est en fait une forme de subvention supplémentaire au patronat dispensé d'augmenter les salaires. Des allègements d'impôts sont aussi annoncés mais sans plus de précision.

Bruxelles salue Valls

Le programme de Valls consiste donc avant tout en cadeaux aux patrons qui vont peser en premier lieu sur les comptes de la Sécurité sociale. Pour les compenser, le gouvernement a deux perspectives. D'abord, les 50 milliards d'économies déjà annoncées. Ces 50 milliards vont d'abord concerner la Sécurité sociale pour 21 milliards (10 milliards de moins pour l'assurance-maladie et 11 milliards sur les autres prestations sociales). Le reste pèsera sur les collectivités locales (11 milliards) et l'État (19 milliards). Donc, si on résume :

de nouvelles attaques sur le droit à la santé et les droits sociaux en général et moins de services publics, tandis que continuera le blocage des salaires des agents publics, que les 60 000 postes supplémentaires dans l'Éducation nationale annoncés par Hollande ne verront pas tous le jour, etc.

Même si le gouvernement le nie, la deuxième perspective est un ajustement de l'objectif d'un déficit des finances publiques inférieur à 3% du PIB en 2015 : cet objectif devient intenable avec tous ces cadeaux aux entreprises. Des négociations vont donc s'engager avec Bruxelles, mais on peut remarquer que la Commission européenne a déjà réagi favorablement aux annonces de Valls : « Nous saluons l'intention de réduire la pression fiscale sur les entreprises » a déclaré un porte-parole bruxellois. Autrement dit, des dépenses pour plus de services

publics, c'est inacceptable, mais des dépenses pour les patrons, on peut discuter!

Raboter les droits des salariés dans l'entreprise

Parmi les annonces du nouveau gouvernement, l'une est passée inaperçue mais elle est révélatrice. Au conseil des ministres du 9 avril, a été abordée la question des seuils sociaux (les seuils à partir desquels il doit, par exemple, y avoir des délégués du personnel, des comités d'entreprises, etc.). Il y a une négociation en cours entre patrons et syndicats sur le « dialogue social ». Il a été annoncé qu'elle devrait aussi porter sur les seuils sociaux et se terminer avant la fin 2014. On peut prévoir sans crainte de se tromper que, avec la complicité de certains syndicats, cette négociation se soldera par une nouvelle victoire revendicative des patrons.

Henri Wilno

Agent du Medef et fier de l'être

VALLS

Manuel Valls a prononcé le mardi 8 avril son grand discours-programme devant les députés. Plus que jamais, le cap est mis sur les cadeaux aux entreprises, même s'ils sont coûteux, et sur l'austérité.

Jean-Marc Ayrault, sur instruction de François Hollande, avait déjà mis en œuvre le « choc de compétitivité » de 20 milliards d'euros, qui avait pris la forme d'un crédit d'impôt (baptisé Crédit d'impôt compétitivité emploi - CICE). Et Hollande avait ensuite annoncé qu'au travers du « pacte de responsabilité », le total des allègements sociaux et fiscaux offert aux entreprises allait être progressivement porté à 30 milliards d'euros. C'est sur les modalités des 10 milliards d'euros complémentaires que Valls a apporté des précisions nouvelles : 4,5 milliards correspondront à une annulation dès le 1^{er} janvier prochain des cotisations sociales employeur au niveau du Smic. 4,5 autres milliards correspondront (en 2016) à des allègements sur les salaires allant jusqu'à 3,5 Smic. Au total, les patrons bénéficieront pour 90% de leurs salariéEs d'allègements des cotisations employeurs. Enfin, les travailleurs indépendants et les artisans bénéficieront d'une baisse de leurs cotisations dès 2015 (1 milliard d'euros).

LE GOUVERNEMENT VEUT LIMITER LA VITESSE À 80 KM/H...



MAIS LUI AVEC SA FEUILLE DE ROUTE IL VA DROIT DANS LE MUR À 180 !!

-FAUVE-

CLIMAT

Droit dans le mur, le pied sur l'accélérateur

Rapport après rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), révèle une situation de plus en plus alarmante. Le cinquième rapport ne fait pas exception.

La conclusion du premier volet paru en septembre 2013 était très claire : « Les activités humaines, notamment l'usage des énergies fossiles, a conduit à une hausse exceptionnelle de la concentration des gaz à effet de serre. Ces gaz à effet de serre transforment le climat à un rythme jamais vu par le passé. » Le deuxième volet présenté le 31 mars à Yokohama au Japon, porte sur les impacts déjà observés et prévisibles. Il avertit : « La probabilité d'impacts graves, étendus et

irréversibles s'accroît avec l'intensification du réchauffement climatique ». Il cerne plus précisément les dangers en identifiant huit risques clés.

Les deux premiers sont liés aux inondations, dues soit à l'élévation du niveau de la mer qui menace les zones côtières et les petits États insulaires, soit à des crues majeures menaçant des populations urbaines de plus en plus nombreuses. Viennent ensuite les événements météorologiques extrêmes qui peuvent



LA ROCHELLE (17)

Ses tours, ses cuves...

Le port de La Pallice, ou port atlantique La Rochelle, voit passer chaque année 8 millions de tonnes de marchandises : à l'export surtout des produits agricoles, à l'import des produits forestiers et des hydrocarbures...

Le trafic, en constante augmentation, nécessite d'importantes zones de stockage à terre. Autour du port, des maisons se sont construites au cours du 20^e siècle. Elles sont habitées depuis les années 60 par des retraités, des familles ouvrières qui ont trouvé là à se loger à des prix abordables. Dans les années 70, un industriel, Picoty, a installé ses cuves d'hydrocarbures tout près des maisons, parfois à moins de 30 mètres de celles-ci. Ainsi le site est classé Seveso seuil haut !

Trop c'est trop !

En 2007, l'installation de nouvelles cuves a été la goutte de pétrole de trop, et les habitantEs se sont organisés au sein de l'association Respire. Pour l'association, la seule protection c'est le recul de 7 cuves aux frais de l'industriel. Mais Picoty refuse au prétexte que cela lui coûterait 27 millions d'euros. C'est pourtant une misère en regard de son chiffre d'affaires en 2012 : 1,5 milliard d'euros ! Bien sûr, l'État, par l'intermédiaire de la préfète, et la municipalité de La Rochelle n'ont rien trouvé à redire...

Le 26 décembre dernier, la préfète a même approuvé le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) aux préconisations surréalistes : les riverains seraient tenus de faire réaliser des travaux d'isolation pour un prix n'excédant pas 10 % de la valeur vénale de leur maison. Et si le prix des travaux dépasse ? Eh bien tant pis pour eux !

Au passage, les habitantEs et l'association ont loyalement joué le jeu de la « démocratie ». Ils ont participé à l'enquête publique relative au PPRT. Résultat : sur 3924 observations comptabilisées, seulement 28 sont défavorables. Mais les (nombreuses) observations proposant un recul des cuves ont été classées par les commissaires-enquêteurs comme avis réservés... Une véritable leçon pour tous ceux qui luttent contre des projets d'installations de sites au mépris des habitantEs.

Le combat continue

« C'est le pot de terre contre le pot de fer » mais ce n'est pas fini. À l'occasion des élections municipales, l'association Respire a su garder son indépendance, et n'a pas donné de consigne de vote. Mais, preuve que son activité et sa détermination commencent à payer, des candidats ont soutenu le recul des

cuves, sincèrement et totalement comme la candidate du Front de gauche, celui d'EÉLV ou de LO. Mais que penser de l'engagement récent de Fountaine, conseiller municipal sortant, opposé au recul des cuves jusqu'à il y a peu ? Dissident du PS, il a fini par emporter la mairie.

Respire publie un bulletin *À pleins poumons*. Tiré à 10 000 exemplaires, son numéro 11 du mois de mars titre « Pourquoi nous ne céderons jamais ». À bon entendre...

Correspondants

Pour en savoir plus : <http://www.association-respire-la-rochelle.org>

TRAVAIL DOMINICAL Ne pas lâcher !



Le 10 avril dernier, le Conseil d'État, saisi par plusieurs syndicats d'une demande en référé-suspension du décret autorisant le travail dominical dans le bricolage, a rejeté cette demande. Ainsi, il se dédit de sa décision du 12 février dernier suspendant un précédent décret du même acabit...

Le juge estime que « le bricolage constitue désormais un véritable loisir dominical ». Plus encore, il va même jusqu'à dire que le fait de pacifier le risque juridique auquel les employeurs sont soumis de par le caractère précédemment illégal des dites ouvertures constitue un motif d'intérêt général !

« Bricoleurs du dimanche »... et qui d'autres ?

Le rapport Bailly sur le travail dominical concluait à l'unanimité des parties auditionnées, à l'inanité des dérogations accordées à des secteurs d'activité. Ce jugement va, lui, encourager de nouvelles demandes du même

type : le sport, par exemple, est une activité qui s'exerce principalement le dimanche, donc il faudrait ouvrir les magasins de sport ce jour là ? La lecture aussi ? La liste serait interminable.

Fort heureusement, un recours est pendant, d'une part, sur le fond devant cette même juridiction et, d'autre part, devant l'Organisation internationale du travail. La balle est aussi dans le camp du législateur et des salariéEs. Fort du succès obtenu contre le travail de nuit, cette décision doit encourager à construire les mobilisations nécessaires face aux coups à venir contre le repos dominical !

LD

SAINT-NAZAIRE (44)

Contre les expulsions, la mobilisation paye !



Mercredi 2 avril à 19 heures, Fayçal, arrêté après un contrôle d'identité, passe la nuit au poste en rétention administrative. En octobre dernier, à ses 18 ans, ce lycéen MIE (mineur immigré étranger) depuis deux ans, avait reçu une OQTF (obligation de quitter le territoire français)...

Le préfet avait à l'époque argumenté que la scolarité de Fayçal n'était pas une formation qualifiante alors qu'il est en seconde année de Bac pro. Refusant cet argument, le tribunal administratif de Nantes avait annulé l'OQTF.

Dès le jeudi 3 avril au matin, le collectif UCIJ (Unis contre l'immigration jetable) avec des professeurs et des lycéens de la ville, se sont rassemblés devant le commissariat. Fayçal a été libéré à 11 heures, mais il est sous le coup d'une nouvelle OQTF.

Le mouvement lycéen se développe

L'après-midi, 200 élèves ont manifesté dans toute la ville et, le lendemain, ils étaient près d'un millier, obtenant du sous-préfet l'annulation de la seconde OQTF et une autorisation provisoire de séjour jusqu'au 12 juillet.

La mobilisation continue pour obtenir une carte de séjour au titre « vie privée et familiale » permettant à Fayçal la poursuite d'études jusqu'à l'obtention du Bac pro et après. L'information circule autour des lycéens regroupés dans le CACED (Collectif actions contre l'extrême droite). Un collectif de soutien s'est constitué avec tous les partenaires, élèves, enseignants, UCIJ, CSPSP (Collectif de soutien aux personnes sans papiers), MRAP, CACED et syndicats.

Mercredi dernier, l'UCIJ s'est rassemblé après avoir appris l'arrestation d'Ali, jeune turc. Sans titre de séjour, il a été libéré à midi sans OQTF. Pour Fayçal, les lycéens ont manifesté jeudi et vendredi pour lui obtenir un titre de séjour avant les vacances de juillet. Les discussions pour associer la population commencent entre jeunes et comité de soutien. La perspective de la manifestation du 1er Mai se précise.

Charlotte et GG

provoquer la rupture de services vitaux tels que l'électricité, la distribution d'eau et les services de santé et d'urgence, les périodes de chaleur extrême particulièrement à redouter dans les villes ainsi que pour celles et ceux qui travaillent à l'extérieur. Les petits agriculteurs et les éleveurs sont concernés par les menaces sur la production agricole dues en particulier aux problèmes d'accès à l'eau, potable et d'irrigation, tandis que les risques d'insécurité alimentaire pèsent sur les populations les plus pauvres. Enfin, les risques de perte d'écosystèmes tant marins et côtiers que terrestres ou d'eaux douces menacent gravement toute la biodiversité.

Des catastrophes plus graves et plus fréquentes

Ce nouveau rapport est un catalogue de drames humains, sociaux et écologiques. Pour entrevoir l'ampleur de ces catastrophes plus graves et plus fréquentes

il suffit de se souvenir de la Nouvelle Orléans dévastée par l'ouragan Katrina en 2005, des inondations au Pakistan en 2010, de la sécheresse et la famine en Éthiopie en 2011, des incendies de forêt au Colorado en 2012, du typhon Haiyan aux Philippines en 2013... Chacune de ces catastrophes témoigne de ce que les experts appellent pudiquement la « distribution inéquitable des impacts » ou dit plus clairement : ce sont les pauvres qui paient la facture du réchauffement provoqué par les riches. À celles et ceux qui pensent que ce rapport est exagérément alarmiste, il faut rappeler que chaque nouveau rapport valide les hypothèses les plus pessimistes des rapports précédents.

Le libéralisme comme réponse à la crise climatique ?!

La conclusion de Chris Field, l'un des coprésidents du groupe de travail, est stupéfiante : « Les changements climatiques

posent un problème de gestion des risques, on dispose d'une vaste gamme de possibilités d'intégration de l'adaptation au développement économique et social ». Après une allusion « aux initiatives visant à limiter le réchauffement à l'avenir », il reprend : « Il est certain que nous sommes confrontés à des problèmes, mais si on les comprend et qu'on les aborde de façon créative, on peut faire de l'adaptation à l'évolution du climat un moyen important de créer un monde plus dynamique à court et long terme. »

Stupéfiante... mais cohérente avec les mesures néolibérales proposées qui, depuis la conférence de Rio de 1992, ne font qu'aggraver les risques environnementaux et l'injustice sociale : partenariats public-privé, prêts, paiements pour services environnementaux, hausses de prix sur les ressources naturelles, taxes et subsides, normes et régulations, partage du risque et mécanismes de transfert. Si on y ajoute

les projets d'apprentis sorciers d'ingénierie du climat qui figuraient pour la première fois dans le premier volet, il est urgentissime que le mouvement social prenne l'offensive à l'occasion

du prochain sommet sur le climat qui se tiendra à Paris fin 2015. C'est le seul moyen d'éviter la catastrophe.

CorrespondantEs de la commission nationale écologie

Après le passage du typhon Haiyan. DR



Les Nôtres**Patrick Choupaut**
Une vie d'internationalisme

Du soutien militant à la lutte du FLN pour l'indépendance de l'Algérie, à la solidarité avec la révolution zapatiste au Mexique, la vie de notre camarade et ami Patrick Choupaut qui vient de disparaître à Rouen, a été consacrée au combat internationaliste et anticolonialiste.



Dans la tradition familiale, pour Patrick, jeune militant du PCI (à l'époque section de la IV^e internationale), l'internationalisme n'était pas affaire de discours, mais de pratique quotidienne et concrète. Lycéen antifasciste, alors que se multipliaient les attentats meurtriers de l'OAS, il participa à l'action clandestine et publique de soutien au FLN. Puis ce furent les années de

solidarité avec la révolution cubaine et la révolution indochinoise. Animateur à Rouen des Jeunesses socialistes unifiées, il perçut avec acuité l'évolution nouvelle qui se produisait dans la jeunesse à la veille de Mai 68, et fut l'un des fondateurs de la Jeunesse communiste révolutionnaire, puis l'un des créateurs de la Ligue communiste. Après le coup d'État au Chili, les réfugiés chiliens trouvèrent toujours chez lui accueil et asile, même s'il fallait parfois pousser les murs et improviser des solutions de fortune. On y parlait beaucoup de politique, on y jouait aussi de la musique latino américaine et indienne.

Parlant remarquablement l'espagnol, qu'il enseigna pendant de nombreuses années, Patrick était passionné par l'Amérique Latine. Il correspondait avec les «Mères et grand mères de la place de Mai», comme avec le mouvement zapatiste. Il s'était rendu au Chiapas, traduisait et faisait connaître les textes qu'il recevait: il était «El viejo», le traducteur officiel du Sous-Commandant Marcos.

N'ayant plus d'appartenance politique depuis de nombreuses années, c'est au syndicalisme de lutte, à SUD éducation qu'il consacrait son activité, y compris après son départ en retraite. Malgré la maladie qui ne le lâchait pas, en dépit des rémissions, il se faisait un point d'honneur à être chaque année présent au défilé du 1^{er} Mai, une journée qui, pour lui, conservait une grande signification. Cette année, Patrick ne sera pas là, mais pour certains, en écoutant bien, nous l'entendrons encore fredonner une chanson de Bobby Lapointe qu'il affectionnait, car chez lui, jeu de mot, humour et autodérision n'étaient jamais très loin.

À sa compagne Brigitte, à ses filles, Zoé et Marie, à sa mère Jeanine, à Dominique et Bruno son frère et sa sœur, nous présentons nos condoléances, et partageons leur peine. Hasta la victoria Patrick!

D'anciens amis et camarades du PCI, de la JCR et de la Ligue, et la section de Rouen du NPA

Qui sommes-nous?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable. Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développent les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annoncent de nouvelles menaces de guerres contre les peuples. Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21^e siècle.

Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière.

Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

Pour nous rejoindre, contactez-nous: ecriture@npa2009.org

Campagne financière**Donnons-nous les moyens d'être présents aux Européennes**

Dans six semaines, le 25 mai, auront lieu les élections européennes. Le NPA sera présent dans 5 circonscriptions. Les conditions politiques n'étant pas réunies, pas plus pour un accord avec Lutte ouvrière qu'avec les composantes du Front de gauche, il est indispensable que nous fassions entendre notre voix dans cette nouvelle bataille politique pour une Europe anticapitaliste et solidaire.

Leur Europe est aujourd'hui l'épicentre de la crise. Le chômage et les politiques d'austérité y font des ravages. Les conditions de vie et de travail se dégradent, et la démoralisation gagne le monde du travail en l'absence de perspectives crédibles de la gauche politique et syndicale. Sur ce terrain prospèrent les idées réactionnaires et l'extrême droite, dont ici le Front national. Et au lendemain des élections municipales et de la déroute du PS, la crise politique s'approfondit. Il est impossible de stopper cet engrenage sans une puissante mobilisation des travailleurs, de la population et de la jeunesse, pour imposer des mesures d'urgence, remettre en cause la propriété

capitaliste et la course au profit. Il n'y a pas d'issue hors d'une politique anticapitaliste. Pour défendre cette politique nous avons besoin de la participation, de la solidarité de toutes et tous, en particulier sur le plan financier. Les grands partis affirment leur monopole sur la vie politique en exerçant une véritable censure financière. Pour surmonter, même partiellement, cet obstacle, nous avons besoin d'au moins 100 000 euros. Alors, à vos carnets de chèques ou cartes bancaires, c'est l'urgence financière. D'avance, merci à toutes et tous.

Pour plus d'informations, pour nous aider:
<http://npa2009.org/souscription>

**Rencontre****LUTTE OUVRIÈRE La situation exige pourtant des réponses!**

Le NPA a rencontré Lutte ouvrière le jeudi 3 avril dans nos locaux de Montreuil. Les échanges se sont focalisés sur deux points centraux: le 12 avril et les élections européennes. Si nous partageons la même analyse politique de la situation au lendemain des municipales et de la nomination de Valls, nos organisations divergent sur la riposte que le mouvement ouvrier est en capacité de construire dans la rue et dans les urnes.

Nous connaissons aujourd'hui le succès du 12 avril qui a mis plusieurs dizaines de milliers de personnes dans la rue moins de deux semaines après la nomination de Valls comme Premier ministre. Certes, les dirigeants du PCF et du PG, dans une optique réformiste, ont en ligne de mire les élections européennes. Néanmoins des milliers de manifestantEs étaient là pour exprimer leur opposition au gouvernement et le rejet profond de la politique du PS. Or, lors de notre rencontre, LO nous a réaffirmé son refus de participer à cette mobilisation.

Pour LO, notre participation à cette initiative, dont nous sommes largement à l'origine, s'inscrit dans un suivisme des partis réformistes qui veulent susciter l'illusion d'un «*nouvel espoir à gauche*». Pour cette organisation, seule la lutte de classes peut renverser le gouvernement. Si nous partageons cette conception, nous essayons de la traduire sur le terrain en cherchant les moyens de redonner de la combativité au mouvement ouvrier, en essayant de lui donner des perspectives. Pour nous, celles-ci passent par un large front unique pour construire une opposition de gauche au gouvernement. Le 12 avril ne constitue donc pas pour

nous une fin en soi mais un premier jalon d'importance pour construire un mouvement d'ampleur.

L'unité avec soi-même...

De fait, Lutte ouvrière refuse toute politique de front unique. Leur délégation a décliné notre proposition de constituer un «*pôle anticapitaliste*» dans la manifestation du 12 avril car elle ne se retrouve pas dans des mots d'ordre comme l'antiproductivisme et l'écocapitalisme. Étrange conception du front unique lorsqu'il ne doit regrouper que les communistes révolutionnaires... Nous avons pointé une certaine contradiction entre leur présence à la manif du 1^{er} décembre organisée par le Front de gauche contre la hausse de la TVA (avec signature du texte commun et participation au carré de tête) et leur refus de participer à celle du 12 dont l'organisation regroupe un arc de forces bien plus large. Il nous a été rétorqué que le texte d'appel n'avait aucun contenu de classe et ne défendait en rien les travailleurs. Pourtant, rien n'aurait empêché LO d'appeler sur ses propres bases et de mettre en avant le refus du pacte de responsabilité qui figurait pourtant bel et bien dans le texte d'appel... Concernant les élections européennes, une fin de non-recevoir



Le 1^{er} décembre 2013, quand LO manifestait avec le Front de gauche. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

nous a aussi été donnée. Lutte ouvrière, que nous avons rencontré en novembre 2013, nous avait indiqué que leur décision sur les Européennes serait prise à leur congrès de décembre. Le couperet est depuis tombé: LO se présentera seule à ces élections. Les évolutions de la situation politique depuis janvier, l'offensive du patronat avec le Pacte de responsabilité, la présence de l'extrême droite dans la rue, le succès du Front national aux municipales, l'abstention massive, la claqué prise par le PS et la nomination de Valls à Matignon, n'y changeront rien.

À travers cet échange politique, nous n'avons pu que constater, à regrets, que cette organisation, avec qui nous partageons pourtant beaucoup, préfère brandir seul l'étendard du drapeau rouge et maintenir une tradition communiste révolutionnaire, en attendant des jours meilleurs pour le mouvement ouvrier. Une conception attentiste que nous ne partageons pas car l'aggravation de la crise du capitalisme et la dégradation des rapports de forces exige des militants révolutionnaires de tout faire pour transformer la situation. **Camille Jouve**

Entretien

« Une écologie digne de ce nom est forcément anticapitaliste »

Razmig Keucheyan est un sociologue et militant de la gauche radicale. Nous l'avons rencontré à l'occasion de la sortie de son nouveau livre¹.



Le capitalisme se caractérise par la marchandisation universelle. Par quel mécanisme progressif a-t-il engendré un « racisme environnemental » et une nouvelle forme de colonisation ?

Un des objectifs de mon livre est de montrer que, tout comme il existe des inégalités de classe ou de genre, il existe des inégalités environnementales. Autrement dit, les individus et groupes d'individus ne sont pas égaux face à l'environnement et à ses évolutions. Dans les courants écologistes dominants, on a trop tendance à considérer les enjeux environnementaux comme se situant « au-dessus » des conflits politiques. Tout le propos de mon livre consiste à montrer, au contraire, qu'une écologie digne de ce nom est forcément anticapitaliste.

La notion de « racisme environnemental » part de la même idée, mais s'intéresse au lien entre environnement et minorités ethnoraciales. Elle est née aux États-Unis dans les années 1980. Dans le sillage du mouvement des droits civiques, des associations antiracistes se sont aperçues que les déchets toxiques étaient souvent entreposés à proximité des quartiers noirs. En plus d'autres formes de



racisme, les Noirs sont donc victimes de « racisme environnemental » : leur environnement est de moindre qualité que celui des Blancs. Ce constat vaut non seulement pour les États-Unis, mais à des degrés divers pour tous les pays, et notamment la France. Des études récentes ont montré que plus la population immigrée est importante dans une région, plus il y a de chances pour qu'un incinérateur à

déchets y soit installé, entraînant des conséquences sanitaires pour les personnes vivant à proximité.

Le cynisme absolu de la « finance environnementale » a-t-il un avenir ? Peut-il se retourner un jour contre ses inventeurs ?

Le capitalisme génère des crises, mais il génère aussi des solutions à la crise. Des solutions de son point de vue à lui, bien sûr, ça ne signifie pas qu'elles soient favorables aux classes populaires, bien au contraire. La finance environnementale dont je parle dans le livre en est un exemple. Le capitalisme industriel est à l'origine du changement climatique, lequel commence à générer des coûts et une instabilité croissants pour le système. La finance environnementale a pour objectif d'atténuer ces contradictions du système, et par la même occasion de trouver de nouvelles opportunités de profits. La morale, le capitalisme n'en a que faire, sa logique est purement économique.

On voit clairement dans de nombreux pays une montée des droites et une banalisation de l'encadrement de la liberté individuelle. Ya-t-il un lien entre ce phénomène

et celui du changement climatique ? Que peut-on faire ?

Un chapitre de mon livre est consacré à une série de rapports militaires, parus au cours des dernières années, dans lesquels les grandes armées de la planète s'interrogent sur les effets militaires du changement climatique dans les années à venir. Contrairement aux politiques, les militaires sont très conscients de ces effets. Pour une raison simple : c'est que l'environnement est une donnée cruciale de tout conflit armé, et par conséquent, la maîtrise des paramètres environnementaux est décisive. Les militaires sont peut-être le secteur des classes dominantes le plus avancé dans la préparation à un monde de plus en plus turbulent sur le plan climatique. Quand on connaît le peu d'estime qu'ils portent à la démocratie, on peut évidemment s'en inquiéter... Cela aura forcément des effets sur les systèmes politiques. Il y a bien sûr un espoir de changement, mais cela suppose de construire des organisations politiques, syndicales, associatives, suffisamment puissantes et combattives...

Propos recueillis par Catherine Segala

¹ - La nature est un champ de bataille, Zones, 2014, 16 euros.

Littérature Oublier Alep

De Paola Salwan Daher, éditions Tamgras, 2012, 11,85 euros.

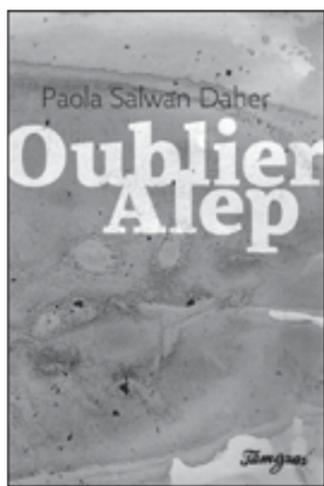
« **L**orsqu'un jour, le peuple aspire à vivre, le destin se doit de répondre ». Ces vers écrits par Abou Qacem el Chebbi, devenus slogan des révolutions du monde arabe, résonnent comme un écho à ce roman. Rédigé juste avant la révolution syrienne, Oublier Alep nous fait ressentir ce désir des peuples d'exploser le carcan des régimes autoritaires. Il est animé par la voix de trois personnages, exilés et étrangers à leur terre. Abou Nouwas, un Palestinien dont les paroles s'élèvent par dessus les toits, à la recherche d'un bonheur perdu. Puis deux femmes qui se jaugent du regard à l'orée de leurs existences : Noha, une alépine venue de Paris qui se morfond dans son confort bourgeois, et Shirine, une Libanaise, éternelle révoltée. La première tente de se défaire d'un univers qui l'anéantit de jour en jour, alors que l'autre entre en guerre ouverte contre les normes patriarcales.

Ce que l'auteure, Paola Salwan Daher, donne à lire, c'est l'expression de voix singulières du Moyen-Orient, avec une place importante accordée au féminisme. Mais il s'agit avant tout d'un féminisme à l'écoute de leurs aspirations existentielles, et non pas d'une normalisation de ce que devrait être une femme libre, comme on a tendance à le penser en France vis-à-vis des femmes du monde arabe.

De ces fragments de voix blessées se tissent la destinée d'une région dont

on ne peut séparer une composante. C'est donc à l'échelle globale, et non nationale que se pense la libération des peuples du monde arabe. Lauréate du prix anticolonial cette année, Paola Salwan Daher nous rappelle qu'« on ne peut oublier Alep, ni la Syrie, ni le Liban et la Palestine, et continuer chaque jour nos mouvements de solidarité avec ces peuples en lutte qui n'ont de cesse de s'opposer à la barbarie et à l'impérialisme de tous bords. J'espère que ce livre peut aider à garder ces peuples dans nos esprits et cœurs. »

Sellouma



Essai Une histoire sans les hommes est-elle possible ?

Sous la direction d'Anne-Marie Sohn, ENS Éditions, 2013, 21 euros.

Sous un titre volontairement provocateur, les diverses contributions à cet ouvrage collectif nourrissent une réflexion sur la construction de l'identité masculine. En s'attardant sur des périodes délimitées (de la préhistoire à l'époque moderne) et des champs culturels et sociaux définis, il s'agit d'historiciser la notion de masculinité pour en analyser les enjeux dans des contextes précis.

Il ressort de cette étude que la codification des comportements sociaux genrés est absolument conjoncturelle. Ainsi, des termes comme « virilité », « masculinité », « manhood » ont progressivement évolué, de même que les exigences de comportement et de mentalité formulées par la société à l'égard des hommes. Mais ce qui émane également de ces textes, c'est que l'identité sexuelle fut, à toute époque, traversée de contradictions. La question du genre est bien évidemment poreuse au système politique. La hiérarchisation sur fond de discrimination sociale, raciale, économique (entre autres) participe pleinement de la construction des identités masculines. Si l'analyse des pratiques sociales genrées à l'époque antique ou médiévale n'est pas dénuée d'intérêt, les articles consacrés aux comportements contemporains sont bien plus parlants. La construction d'une identité masculine gay au tournant des

années 1970 et le « virilisme ouvrier », compromis par les mobilisations sociales et les luttes émancipatrices des femmes, sont autant de sujets qui doivent nous interpeller comme faisant partie de notre histoire militante.

À l'heure où « les managers du capitalisme international propagent une nouvelle masculinité, largement popularisée dans les médias internationaux et les manuels de management », nous n'en avons pas terminé avec les questions du genre et de l'identité, même si nous savons désormais que celles-ci ne peuvent s'aborder qu'au pluriel.

Sophie Coudray



Cinéma



Real de Kiyoshi Kurozawa
Avec Takeru Sato, Haruka Ayase et Jô Odagiri. Sortie le mercredi 26 mars.

Atsumi, jeune dessinatrice de mangas, est plongée dans le coma depuis plus d'un an suite à une tentative de suicide. Grâce aux progrès de la médecine, Koichi, son ami, va pénétrer dans son inconscient pour comprendre ses raisons de son geste et l'aider à se réveiller. C'est un thème classique que l'on trouve dans la science fiction, dans les romans de Philip K Dick, qui est ici plutôt bien traité. Entrer dans le cerveau d'Atsumi se fait par un cheminement dans un décor assez banal de couloirs, d'immeubles, d'escaliers entrelacés, pour arriver dans l'appartement où elle travaille. Les surprises, les chocs, les retournements de situations, laissent le spectateur sous tension permanente. Il y a dans ce film l'ambiance des romans de Murakami, des références à *Shutter Island* de Martin Scorsese, au film coréen *The Host* de Joon-ho Bong. Le scénario perd hélas de son intensité lorsque la réalité se découvre et on passe alors à un mélo qui traîne en longueur, perd son mystère et devient trop simpliste. Dommage, mais ce défaut final ne suffit pas, et de loin, à enlever l'intérêt de ce film.

Jean-Marc Bourquin

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h - 20 h,
mardi au samedi :
12 h - 20 h



L'Anticapitaliste | Libre expression

« Il faut que quelqu'un ouvre les portes de cette prison qu'est devenue l'Europe de l'austérité, et ensuite que l'expérience s'élargisse »



Entretien. Antonis Davanelos est un des dirigeants de l'organisation grecque DEA (Gauche ouvrière internationaliste), une des composantes de Syriza. Avec deux autres organisations participant à Syriza, DEA a constitué le « Red network » (réseau rouge) et construit actuellement l'Alliance de gauche qui regroupe plusieurs courants de la gauche de Syriza.

Le gouvernement grec se vante d'une amélioration de la situation. Lors du récent débat parlementaire, le Premier ministre Samaras a même déclaré: « Nous avons fait un énorme pas en avant pour la Grèce de demain ». Que peut-on en dire ?

Pour la masse de la population, ce qui domine la situation, ce sont « trois terribles 30% » : 30% de récession, 30% de chômage, 30% de baisse des salaires. La nouvelle convention collective réduit le salaire minimum à 580 euros. Beaucoup de familles n'ont plus d'accès à l'eau potable (300 000 logements) et à l'électricité (250 000). Le système public de santé et d'éducation recule, ce qui entraîne des coûts supplémentaires pour les familles. La Troïka a de nouvelles exigences : il existe un accord comprenant une partie secrète qui sera divulguée après les élections du 25 mai prochain. Il prévoit la libéralisation des licenciements dans le privé avec réduction des indemnités, la réduction des retraites et le report de l'âge de perception de la retraite. Cette politique est soutenue par la grande majorité de la classe dirigeante grecque.

Nous sommes pour un gouvernement de la gauche (Syriza, KKE, Antarsya), contre toute forme de gouvernement d'unité nationale.

Où en est le mouvement social ?

Il y a de nombreuses luttes. Il y a par exemple en ce moment une grève des femmes de ménage. Les enseignants du primaire feront grève le 4 avril. Et pour le 9 avril, il y a un appel à une grève générale (privé et public) contre les mesures

d'austérité. Un peu partout, il y a des initiatives locales de lutte ou pour faire face aux problèmes quotidiens. Mais, globalement, l'auto-activité des travailleurs est en recul. En fait, les travailleurs cherchent une voie de sortie politique, et placent leurs espoirs dans une arrivée au pouvoir de Syriza.

Les élections législatives vont avoir lieu le 25 mai. Comment se disposent les différentes forces politiques ?

La droite grecque est en train de se recomposer : un nouveau parti est en construction, Samaras maintient une ligne très à droite, d'autres évoluent vers le centre. L'Aube dorée peut se reconstruire sur la base de la crise de la Nouvelle Démocratie, avec des méthodes temporairement « modérées ». Le Pasok continue de s'effondrer. Syriza est le premier parti dans les sondages. Le KKE est lui à 5% et, malgré son influence syndicale, Antarsya est à moins de 1%. Donc Syriza peut gagner les élections. Il y a une campagne de la droite et du patronat contre Syriza et sa gauche incontrôlable par la direction. Ce contexte entraîne des tensions dans Syriza. Certains secteurs essaient d'entraîner le parti vers la droite, vers des compromis qui révisent à la baisse les orientations adoptées dans les congrès et conférences de Syriza. Ils voudraient « normaliser » le parti. Nous savons qu'une arrivée au gouvernement sans un mouvement de masse offensif n'est pas une situation idéale.

Où en est la gauche de Syriza ?

Nous sommes une des composantes de cette gauche. Notre orientation est claire : nous défendons Syriza et travaillons à renforcer son implantation parmi les travailleurs, mais nous ne dissoudrons pas notre organisation comme certains voudraient nous l'imposer.

Et nous construisons la gauche avec d'autres. L'Alliance de gauche, qui représente 30% dans les votes des instances du parti, regroupe le courant de gauche de Synapismos (le courant issu de l'ancien PC grec qui a joué un rôle essentiel dans la naissance de Syriza) et le « Réseau rouge » que nous avons formé avec deux autres organisations de Syriza.

Cette Europe est de plus en plus autoritaire. La discipline budgétaire détruit la démocratie. Il n'y pas de changement possible de l'intérieur des institutions de l'UE.

L'Alliance de gauche a deux bases essentielles. D'abord, nous sommes pour un gouvernement de la gauche (Syriza, KKE, Antarsya), contre toute forme de gouvernement d'unité nationale. Ensuite, il faut en finir avec l'austérité et appliquer, concernant l'annulation des mémorandums, la dette, les banques, au minimum tout ce qui a été voté par les congrès et conférences de Syriza. Il faut refuser tout chantage européen et il faudra s'en défendre par tous les moyens nécessaires. Un des problèmes qui se pose est la difficulté des rapports avec le KKE et Antarsya : ils tendent tous les deux à se refermer sur eux-mêmes et à refuser une perspective unitaire, ce qui renforce la droite de Syriza et favorise les manœuvres et oscillations du centre du parti.

Plus précisément, quelle est la position de DEA sur l'Union européenne et l'Euro ?

Nous sommes des internationalistes. Avant de parler de l'Union européenne, je voudrais rappeler qu'il y a d'autres questions : ainsi, même dans Syriza, il y a un manque de volonté de pacifier les relations avec la Turquie. Nous essayons de pousser Syriza et toute la gauche en ce sens. Nous soutenons aussi les luttes des travailleurs et de la jeunesse turcs. La Turquie est une question centrale, il en est de même des révolutions arabes. Nous devons regarder vers l'Est et le Sud et non seulement vers l'Ouest.

Pour ce qui est de l'Europe, l'Union européenne telle qu'elle existe est incompatible avec toute politique progressiste. Cette Europe est de plus en plus autoritaire. La discipline budgétaire détruit la démocratie. Il n'y pas de changement possible de l'intérieur des institutions de l'UE. Face à cette Europe, il ne suffit pas de dire qu'on est pour les États-Unis socialistes d'Europe (même si c'est notre perspective) : nous devons affronter les questions immédiates. Le mot d'ordre « aucun sacrifice pour l'euro » a été le résultat de notre bataille dans Syriza. Il faut être plus concret maintenant : quand nous disons qu'il faudra se défendre par tous les moyens nécessaires, cela veut dire y compris par la sortie de l'euro. Nous devons y être prêts. Ce n'est pas notre premier choix, mais nous devons y être prêts. Une victoire en Grèce aura un effet domino sur d'autres pays. Un gouvernement de gauche devrait expliquer ses actions et en appeler à la solidarité des travailleurs et de la gauche en Europe : une action commune sera nécessaire pour résister à toute tentative d'étrangler cette expérience. Il faut que quelqu'un ouvre les portes de cette prison qu'est devenue l'Europe de l'austérité, et ensuite que l'expérience s'élargisse.

Propos recueillis à Athènes le 30 mars par Henri Wilno

Vu ailleurs



UN QUART DES SDF ONT UN EMPLOI. Début 2012, un quart des sans-domicile adultes francophones usagers des services d'aide occupaient un emploi et les deux cinquièmes étaient au chômage. Par ailleurs, neuf sans-domicile sur dix ont déjà travaillé au cours de leur vie.

Les sans-domicile ayant un emploi ont des conditions d'hébergement plus stables que les autres sans-domicile. Mais ils occupent des emplois très précaires : 22% déclarent ne pas avoir de contrat de travail et 15% sont intérimaires, stagiaires ou saisonniers. En outre, deux sans-domicile sur trois travaillent depuis moins d'un an chez le même employeur, et trois sur cinq perçoivent un salaire inférieur à 900 euros par mois.

Beaucoup de sans-domicile cherchent à travailler davantage, notamment parmi les femmes. Parmi les sans-domicile au chômage, 43% recherchent un emploi depuis plus de deux ans.

Très souvent aidés dans leurs démarches par des associations et des travailleurs sociaux, ils se heurtent cependant à de nombreuses difficultés pour retrouver un emploi. Le coût ou l'absence de transport sont les premiers obstacles à la recherche d'emploi qu'ils citent. [...]

Lorsqu'ils travaillent, les sans-domicile occupent presque exclusivement des emplois peu qualifiés : 93% sont employés ou ouvriers, contre une personne sur deux pour l'ensemble de la population occupant un emploi en France. [...]

Les hommes sans domicile sont souvent ouvriers du bâtiment (20%) ou employés dans l'hôtellerie ou la restauration (22%). Près de la moitié des femmes qui travaillent sont quant à elles employées dans les services aux particuliers et 15% le sont dans l'hôtellerie ou la restauration.

« Les sans-domicile et l'emploi. Des emplois aussi fragiles que leurs conditions de vie » par Françoise Yaouancq et Michel Duée, *Insee Première* n°1494, avril 2014. <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1494/ip1494.pdf>

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	6 mois	1 an	6 mois
	28 €	56 €	20 €
Mensuel	6 mois	1 an	6 mois
	22 €	44 €	38 €
Hebdo + Mensuel	6 mois	1 an	6 mois
	50 €	100 €	76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org